JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs

Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Edi.ogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1980

12 sept. — Décret n° 80-226 portant création d'un office de notaire. 511

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant promotion et nomination d'un agent d'état-civil. 511

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1980

14 juillet — Décision n° 1126/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre national de perfectionnement professionnel (CNPP). 511

15 juillet — Décision n° 1127/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation. 511

15 juillet — Décision n° 1128/MFE/FMF portant autorisation de paiement d'une somme au profit de « Libre Afrique » et Bingo 512

15 juillet — Décision n° 1129/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me Yawo Agboyibor. 512

15 juillet — Décision n° 1130/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Ambassade du Togo à Bruxelles (Belgique).	512
24 juillet — Décision n° 1165/MFE/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.	513
28 juillet — Décision n° 1175/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme à la U.A.C. — Lomé Togo.	512
31 juillet — Décision n° 1196/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture. ...	512
31 juillet — Décision n° 1197/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Racal Tacticom Limited (Angleterre).	512
31 juillet — Décision n° 1200/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la 9 ^e conférence internationale du conseil mondial de l'artisanat.	512
31 juil. — Décision n° 1202/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat de la J.R.P.T. à Lomé.	512
31 juil. — Décision n° 1203/MFE/FCS portant déblocage d'un crédit au directeur général de la compagnie énergie électrique et de la régie nationale des eaux du Togo.	513
31 juil. — Décision n° 1204/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	512
31 juil. — Décision n° 1205/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du comité national de l'eau.	512
1 août — Arrêté n° 279/MFE accordant une dérogation individuelle.	513
4 août — Arrêté n° 1223/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat de l'U.N.F.T. à Lomé.	513
4 août — Décision n° 1225/MFE/FMF portant autorisation de paiement en faveur de divers créanciers.	513
4 août — Décision n° 1227/MFE/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au chef de la circonscription administrative de Mango.	513
5 août — Décision n° 1229/MFE portant attribution d'une indemnité forfaitaire exceptionnelle pour travaux de préparation du quatrième plan quinquennal de développement.	514
6 août — Décision n° 1233/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère de l'enseignement du 1 ^{er} et du 2 ^e degrés. ...	513

6 août — Arrêté n° 301/MFE accordant une dérogation individuelle.	513
6 août — Arrêté n° 302/MFE accordant une dérogation individuelle.	513
8 août — Décision n° 1246/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du billeteur du ministère de la jeunesse et des sports.	513
Arrêtés portant mise en débat.	514

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1980

3 juil. — Arrêté n° 24/MJ/DLC portant désignation d'un représentant de la société des détergents du Togo devant le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics.	514
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1980

18 juil. — Arrêté n° 1054/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	514
23 juil. — Arrêté n° 1067/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	514
25 juil. — Arrêté n° 1093/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale.	515
Arrêtés et décisions portant intégrations, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisations, détachements, constatation d'absence irrégulière, suspensions de fonctions, révocation, rappel à l'activité, reprises de fonctions, acceptation de démission, licenciements, admission à la retraite rectification à de précédents arrêtés portant nomination.	515

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES MINES DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1980

4 août — Arrêté n° 14/MTPMERH/DMG portant création des missions permanentes de recherches minières.	528
13 août — Arrêté n° 18/MTPMERH portant déclaration de zone « non aedificandi » sur la frontière Ghanéo-Togolaise.	528

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1980

25 juin — Arrêté n° 14 bis/MENRS portant organisation de la direction des examens et concours.	528
25 juin — Arrêté n° 17/MENRS portant organisation du brevet professionnel d'employé de banque.	531
Arrêté portant nomination.	532

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1980

25 juil. — Décision n° 131/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à M. Sitti Ayikoé Mawubédjro.	532
6 août — Décision n° 132/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'institut de recherche agronomie tropicales et des cultures vivrières (IRAT) à Lomé.	532
6 août — Décision n° 133/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) à Lomé.	532
6 août — Décision n° 134/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'agence d'équipement des terrains urbains (AGETU) à Lomé.	533
6 août — Décision n° 135/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'atelier général d'architecture du Togo (AGAT) à Lomé.	533
6 août — Décision n° 136/MPRA/DGPD-DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit du trésorier-payeur.	533

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1980

11 août — Décision n° 337/MDR portant création d'un comité de gestion de l'aide non alimentaire.	533
Décision portant nomination	533

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision portant nomination	534
-----------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1980

2 juin — Arrêté n° 207/MFE/DOM portant concession d'une parcelle de terrain domanial et autorisant son immatriculation.	538
23 juil. — Arrêté n° 276/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchaye Gnani Tassa.	534
25 juil. — Arrêté n° 278/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbere Issaka Yacoubou.	534
6 août — Arrêté n° 280/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kangni Ekué.	534
6 août — Arrêté n° 281/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Agbegnigan Adjé (Jean).	535
6 août — Arrêté n° 282/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agba Létou (Léon).	535
6 août — Arrêté n° 283/MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bardja Kolani.	535
6 août — Arrêté n° 284-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Afangbon (Emmanuel).	535
6 août — Arrêté n° 285-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayéna G. Gbessi.	535
6 août — Arrêté n° 286-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Loko (Albert).	536
6 août — Arrêté n° 288-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Lahouadan Logo (Francis).	536
6 août — Arrêté n° 289-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Pugnodi Boudoum.	536
6 août — Arrêté n° 290-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tengue Kossi Ekpé.	536
6 août — Arrêté n° 291-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gnagmba Mahoyéma.	537
6 août — Arrêté n° 292-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Durand-Domlan Ayité (Paul).	537
6 août — Arrêté n° 293-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Dosseh Dopé née Doe-Bruce.	537
6 août — Arrêté n° 294-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adama Djibom (Godfroy).	537
11 août — Arrêté n° 303-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Essè.	537
13 août — Arrêté n° 304-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Apenouvon Akouété.	538
Arrêté portant rectificatif à un précédent arrêté portant approbation de rôle.	538

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

1980

5 août — Arrêté n° 15/MTPMERH-DMG-SEC portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue d'installation d'une station de distribution de carburants à Assahoum (circonscription administrative de Tsévié), par la société mobil-oil Togo.	538
5 août — Arrêté n° 16-MTPMERH-TP-AB portant mise en régie des travaux de construction d'une agence togolaise de presse (ATOP) à Dapaong.	539
5 août — Arrêté n° 17-MTPMERH-DMG-SEC portant autorisation d'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures de 2 ^e catégorie à Assahoum (circonscription administrative de Tsévié) par la société mobil-oil du Togo.	539

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Avis du ministre du travail et de la fonction publique. 540

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

Avis de pertes de titres fonciers. 540

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS****D E C R E T S****DECRET N° 80-226 du 12 septembre 1980 portant création d'un office de notaire**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 60-29 du 13 février 1960 relatif au statut des notaires au Togo ;

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé un quatrième office de notaire dont le siège est fixé à Lomé.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 12 septembre 1980

*Général d'Armée G. Eyadéma***ARRETES ET DECISIONS****MINISTERE DE L'INTERIEUR****Promotion**

Arrêté n° 119-INT-CGC du 13/8/80 — Les personnes dont les noms suivent du corps des gardiens de circonscription sont nommées aux grades ci-après pour compter du 1er juillet 1980 :

AU GRADE D'ADJUDANT**Le MDL-CHEF**

Moussa Derman mle 170 échelon 3 indice 1050

AU GRADE DE MDL-CHEF**Les MDL :**

Ketevi Mawulawoè mle 694 échelon 4 indice 850

Viagbo Mignazonzon mle 282 échelon 2 indice 750

AU GRADE DE MDL**Les 1res classes :**

Djimagny Folly mle 219 échelon 5 indice 650

Essoumoulam Kao mle 245 échelon 5 indice 650

Tegba Bouwéniké mle 307 échelon 4 indice 600

Binoh Tchapo mle 357 échelon 3 indice 550

Idrissou Mahamadou mle 363 échelon 3 indice 550

AU GRADE DE 1re CLASSE**Les 2e classes :**

Yao N'koré mle 373 échelon 3 indice 395

Amehoha Koffi mle 395 échelon 2 indice 360

Agbondjo Koubonou mle 420 échelon 2 indice 360

Kadja Tabadi mle 444 échelon 2 indice 360

N'Djengou Pahoulam mle 461 échelon 2 indice 360

Ouyenta Tiyondé mle 464 échelon 2 indice 360

Soussou Komlan mle 475 échelon 2 indice 360

Limazie Tchéya mle 542 échelon 2 indice 360

Pebina Mayoua mle 467 échelon 2 indice 360

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14 — article 5, paragraphe 3 du budget général.

Nomination

Arrêté n° 116/INT/SG/APA/AA du 29-7-80 — M. Wukanya Kodjo est nommé agent d'état civil du centre de Badja.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT/MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Tsévié est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE****Autorisations de paiement**

Décision n° 1126/MFE/FCS du 14-7-80 — Est autorisé le paiement au profit du centre national de Perfectionnement Professionnel (CNPP), de la somme de trente et un millions deux cents mille (31.200.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 60 144 ouvert auprès de l'UTB à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 49, article 4.

Décision n° 1127/MFE/PCS du 15-7-80 — Est autorisé le paiement au profit du comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation, de la somme de six millions vingt et un mille sept cent quarante (6.021.740) francs CFA, représentant la première tranche de la subvention prévue au budget général, gestion 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 115/44 ouvert dans les écritures du trésorier-Payeur au nom dudit comité.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 50, article 11.

Décision n° 1128/MFE/FMF du 15-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de « LIBRE AFRIQUE » et BINGO, de la somme de **sept millions sept cent mille (7.700.000) francs CFA**, représentant les frais de réalisation d'un « spécial Togo » et d'un supplément « dossier Togo » dans les magazines Libre Afrique et Bingo.

1 Fact. Libre Afrique n° 22 du 31-1-80 de 4.200.000 Frs
1 Fact. Bingo n° 810 du 19-11-79 de 3.500.000 Frs
7.700.000 Frs

La somme de quatre millions deux cent mille (4.200.000) francs sera virée au compte n° 25.926 UTB Lomé pour Libre Afrique et celle de trois millions cinq cent mille (3.500.000) francs au compte SAPEF n° 214.966/97 auprès de la banque nationale de Paris, 27, rue de la Boétie 75008 Paris pour Bingo.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 46, article 14, gestion 1980.

Décision n° 1129/MFE/FCS du 15-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de Maître Yawo Agboyibor, Avocat à la cour d'Appel de Lomé, de la somme de quatre millions trois cent cinquante cinq mille (4.355.000) francs CFA, représentant le montant des dommages-intérêts dûs par l'Etat Togolais par suite d'un accident de circulation causé le 30 septembre 1975 par le véhicule administratif n° mle — RT 0519 — A, conduit par M. Aleheri Assimou, en service à la subdivision des travaux publics de Kpalimé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 023-832-36 ouvert auprès de l'agence de Lomé banque Togolaise pour le commerce et l'industrie (B.T.C.I.) au nom de Maître Yawo Agboyibor pour être ensuite reversée à M. Komédja Pebi IV, et aux quatre veuves Kossi Adzoga.

La dépense est imputable sur le chapitre 46, article 10 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 1130/MFE/FCS du 15-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de l'ambassade du Togo à Bruxelles (Belgique) de la somme de six cent cinquante neuf mille cinq cents (659.500) francs CFA, représentant le montant du paiement de l'assurance « soins de santé » des étudiants togolais en Belgique au titre des années académiques 1978-1979 ; 1979-1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte du crédit Lyonnais s/n° 78, rue Royale — 78 Bruxelles (Belgique) au nom de l'agent comptable de l'ambassade du Togo à Bruxelles pour paiement aux intéressés.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 45, article 18.

Décision n° 1175/MFE/FO du 28-7-80 — Est autorisé le remboursement à la U.A.C. — Lomé Togo, de la somme de : un million cent soixante seize mille cinq cent soixante dix neuf (1.176.579) francs représentant le montant des droits et taxes perçus à tort par le service des douanes.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 10520 H — BIAO-Lomé au nom de la UAC.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 46, article 14.

Décision n° 1196/MFE/FCS du 31-7-80 — Une provision de sept cent mille (700.000) francs CFA, est constituée au profit du ministère de la jeunesse des sports et de la culture, au titre des frais de voyage des athlètes togolais qui partent pour les Etats-Unis.

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de l'agent comptable dudit ministère.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 50, article 3.

Décision n° 1197/MFE/FCS du 31-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de Racal Tacticom Limited (Angleterre), de la somme de onze millions cinq cent quatre vingt dix huit mille deux cent quatre vingt dix (11.598.290) francs CFA, soit l'équivalent de 23 914 livres sterling, représentant le coût de réparation de la range rover.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 400 643 27 ouvert auprès de : Barclays Bank Limited City Office 170 Frenchchurch Street-Londres EC3P3AT (Angleterre) au nom de Racal Tacticom Limited.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 45, article 18.

Décision n° 1200/MFE/FCS du 31-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de la 9^e conférence internationale du conseil mondial de l'artisanat, de la somme de cent vingt quatre mille huit cent cinquante huit (124.858) francs CFA, soit 7.660 shillings, représentant le droit de participation du Togo à ladite conférence qui aura lieu à Vienne en juillet 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 602364291 ouvert auprès de la Zentralsparkasse Der Gemeinde Wien au nom de World Crafts Council — 9^e conférence à Vienne (Autriche).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980, chapitre 49, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1202-MFE-FO du 31-7-80 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) francs représentant la contribution de l'Etat au fonctionnement des dépenses du secrétariat de la jeunesse du Rassemblement du Peuple Togolais au titre du 3^e trimestre gestion 1980.

Cette somme sera mandatée et virée dans le compte n° 050115 — U.T.B. — Lomé au nom de la J.R.P.T.

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 2, paragraphe 6 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 1204-MFE-FO du 31-7-80 — Est autorisé le paiement de la somme de un million six cent dix huit mille soixante et onze (1.618.071) francs représentant le montant des dépenses faites au titre du paiement du reliquat des honoraires de Me Andréas Gerwig, Avocat à Bâle.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur pour lui permettre de régulariser les dépenses faites à ce titre.

La dépense est imputable sur le chapitre 46, article 11 du budget général — gestion 1980.

Décision n° 1205-MFE-FCS du 31/7/80 — Est autorisé le paiement au profit du comité national de l'eau de la somme de sept cent mille (700.000) francs CFA, représentant la subvention annuelle au titre de l'année 1980 audit comité.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 60.153 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) à Lomé au nom de la régie nationale des eaux.

La dépense est imputable sur le chapitre 50, article 13 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 1223-MEF-FO du 4/8/80 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf millions (9.000.000) de francs représentant la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du secrétariat de l'union nationale des femmes du Togo (U.N.F.T.) pour la gestion 1980.

Cette somme sera mandatée par quart chaque trimestre et virée au compte n° 14797-78, B.T.C.I. — Lomé au nom de l'U.N.F.T. à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 2, paragraphe 6 du budget général — gestion 1980.

Décision n° 1225-MFE-FMF du 4/8/80 — Est autorisé le paiement en faveur de divers créanciers le montant de leurs factures ci-après indiqués.

1 fact. DTG Lomé n° 61/07/8881 du 30-04-80 de 6.178.268 F

1 fact. Sté. Togolaise de Travaux Publics

(S.T.T.P.) Lomé n° 147 du 26-02-80 de 5.462.795 F

11.641.063 F.

La dépense totale soit onze millions six cent quarante un mille soixante trois (11.641.063) francs CFA, relative aux frais des travaux de ponçage du sol du Palais et le changement de la tour de refroidissement de la climatisation centrale côtés ouest et est du Palais de la Présidence ; est imputable au budget général, chapitre 7, article 1, gestion 1980.

Décision n° 1233-MFE-FO du 6-8-80 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions (4.000.000) de francs Cfa, représentant le montant du crédit spécial mis à la disposition du ministre de l'enseignement du 1er et du 2è degrés pour lui permettre de faire face aux frais d'organisation d'un séminaire de formation et de recyclage des personnels en fonction dans les unités documentaires du Togo.

Cette somme sera mandatée au nom dudit ministère et virée au compte n° 032 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 18 du budget général — gestion 1980.

Décision n° 1246-MFE-FCS du 8-8-80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Douagla Komi, billeteur du ministère de la jeunesse et sports, de la somme de un million deux cent vingt quatre mille (1.224.000) francs Cfa, représentant le montant des bourses annuelles de 5 étudiants togolais.

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de M. Douagla Komi, billeteur du ministère de la jeunesse et sports pour être ensuite envoyée aux intéressés.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1980, chapitre 46, article 11.

Débloccage de crédits

Décision n° 1165-MFE-FO du 24-7-80 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, un crédit de trois millions soixante seize mille cent quatre vingt quinze (3.076.195) francs pour permettre à la Fédération Togolaise de Hand-ball de faire face aux diverses dépenses relatives à la représentation du Togo à la Coupe d'Afrique des clubs champions de Hand-ball édition 1980.

Le montant dudit crédit sera mandaté et payé exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Denkey Ayi, chef du Personnel et du budget dudit ministère qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1980 — chapitre 46, article 11.

Décision n° 1203/MFE/FCS du 31-7-80 — Il est mis à la disposition du directeur général de la compagnie énergie électrique et de la régie nationale des eaux du Togo, un crédit de cent trente trois millions neuf cent cinquante mille (133.950.000) francs CFA, représentant le coût d'acquisition et d'installation de six (6) groupes de 630 KVA pour le renforcement de la centrale électrique de Lama-Kara.

La dépense est imputable sur le chapitre 50, article 19 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 1227/MEF/FO du 4-8-80 — Est autorisé le débloccage de la somme de un million (1.000.000) de francs, représentant le montant du crédit mis à la disposition de M. le chef de la circonscription administrative de Mango pour la remise en état du CEG de Gando.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 18 du budget général — gestion 1980.

Dérogations individuelles

Arrêté n° 279/MFE du 1-8-80 — En vertu des dispositions de l'article 14 in fine de l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975, une dérogation individuelle est accordée au sieur Amin Uddin de nationalité pakistanaise, pour lui permettre d'exercer les fonctions de directeur de l'agence de Lomé (Togo) de la Bank Of Credit And Commerce International (Overseas) Ltd (BCCI).

Le directeur national de la banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 301/MFE du 6-8-80 — Pour lui permettre d'exercer les fonctions de directeur de l'Union togolaise de Banque S.A. (UTB), une dérogation individuelle est accordée à M. Laverny Maurice, de nationalité française, en vertu des dispositions de l'article 14 in fine de l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975 ci-dessus visée.

Le directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 302/MFE du 6-8-80 — Une dérogation individuelle est accordée à M. Bampoe Daniel Darko, de nationalité ghanéenne, en vertu des dispositions de l'article 14 in fine de l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975, pour lui permettre d'exercer les fonctions de directeur de la banque commerciale du Ghana LTD.

Le directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Indemnité forfaitaire

Décision n° 1229/MFE du 5-8-80 — Une indemnité forfaitaire exceptionnelle d'un montant total de : cinq millions trois cent quarante sept mille quarante et un (5.347.041) francs CFA est accordée au personnel du ministère du Plan et de la réforme administrative pour les travaux de préparation du quatrième Plan quinquennal de développement économique et social.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 2, rubrique A.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du Plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Débets

Arrêté n° 296/MFE/FO du 6-8-80 — M. Koffi Yaovi, annonceur public qui a assuré l'intérim du responsable sur la gestion des latrines publiques de la commune de Lomé du 10 juillet au 11 septembre 1978, est déclaré en débet envers le Trésor de la République togolaise de la somme de quatre cent quarante neuf mille (449.000) francs.

Le maire de la Commune de Lomé et le Trésorier-Payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne des mesures à prendre pour assurer le recouvrement de cette créance en exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 297/MFE/FO du 6-8-80 — MM. Abbey Doévi, ex-caissier et Ahouandjinou Messan, ex-facteur de la Régie nationale des eaux du Togo, à Lomé, sont déclarés en débet envers la régie nationale des eaux du Togo, de la somme de huit cent vingt neuf mille huit cent vingt deux (829.822) francs.

MM. Ahossi Dégbé ex-chef de centre, Ahouandjinou Messan, ex-Releveur, Amegnikpo Kodjovi ex-employé de bureau et Hoka Messadji ex-plombier de la régie nationale des eaux du Togo à Atakpamé, sont déclarés en débet envers la régie nationale des eaux du Togo de la somme de un million sept cent dix mille neuf cent soixante treize (1.710.973) francs.

Le directeur de la régie nationale des eaux du Togo et l'ordonnateur-délégué sont chargés chacun en ce qui le concerne des mesures à prendre pour assurer le recouvrement de cette créance en exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 298-MFE-FO du 6-8-80 — M. Nyan Mananè, ex-directeur du Centre artisanal de Kpalimé est déclaré en débet envers le trésor de la République togolaise de la somme de quatre millions cent quinze mille six cent cinquante neuf (4.115.659) francs.

L'ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne des mesures à prendre pour assurer le recouvrement de cette créance en exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 299-MFE-FO du 6-8-80 — M. Fiawoo (Gédéon) ex-agent chargé de la collecte des recettes municipales de fermeture tardive des bistrot — boîtes de nuit, décédé, est déclaré en débet envers le trésor de la République togolaise de la somme de quatre cent quatre vingt cinq mille (485.000) francs.

L'intéressé étant décédé, le recouvrement de cette créance sera effectuée auprès de ses héritiers.

Le maire de la commune de Lomé et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne des mesures à prendre pour assurer le recouvrement de cette créance en exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 300/MFE/FO du 6-8-80 — M. Assama Kossi Deou, ex-agent spécial à Kantè, est déclaré en débet envers le trésor de la République togolaise de la somme de : deux millions quatre cent cinquante huit mille huit cent soixante quatorze (2.458.874) francs.

L'ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne des mesures à prendre pour assurer le recouvrement de cette créance en exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Désignation d'un représentant

Arrêté n° 24-MJ-DLC du 3-7-80 — M. Denoo Akoli, directeur général de la société des détergents du Togo, est désigné pour représenter ladite société devant le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics dans l'affaire commissaire du gouvernement contre Abbey Mathé.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 1054-MTFP du 18-7-80 — M. Attoh-Mensah Louwa N. Kouakou, adjoint administratif de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est promu au grade d'adjoint administratif principal 1er échelon pour compter du 9 février 1980.

Arrêté n° 1067/MTFP du 23-7-80 — Mme Gbodui Dédégan institutrice adjointe de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est promue au grade d'institutrice adjointe de 1re classe 1er échelon à compter du 1er janvier 1979.

Arrêté n° 1093/MTFP du 25-7-80 — Sont promus au titre des années 1978, 1979 et 1980 et à compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du cadre interministériel du personnel de l'administration générale dont les noms suivent :

CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)

Au grade d'administrateur civil principal 1er échelon (ind. 2350)

25-8-79 — Apati-Bassah Amétéfé

25-8-79 — Moti Koku Mawusse

25-8-79 — Adenka Adéboutè

25-8-79 — Kodjovi A. Awunyo

administrateurs civils principaux de 1re classe 3e échelon.

Au grade d'administrateur civil de 1re classe 1er échelon (ind. 1900)

29-1-80 — Aziaha Yawo Atadé, administrateur civil de 2e classe 4e échelon

CORPS DES ATTACHES D'ADMINISTRATION (catégorie A2)

Au grade d'attaché d'administration de 1re classe 1er échelon

1-1-80 — Afodanyi Koku Sénati, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon.

CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)

Au grade de secrétaire d'administration principal 1er échelon

21-1-78 — Agbodzi Kokou Anoumou, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon

1-3-79 — Blagogee Ayawovi Délanam, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon

1-3-79 — Ayayi-Gah Ayéhou Sédoufio, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon

Au grade de secrétaire d'administration de 1re classe 1er échelon

1-1-79 — Mignouna Bilou-Ena Bakolahida, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon A. C. néant

3-12-79 — Adenka Dohounsi Akpé, née Bougala, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon.

Intégrations

Arrêté n° 1049-MTFP du 18-7-80 — M. Folly Ekoué Amédé, n° mle 017831-Z attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a effectué un stage de formation professionnelle d'un an à l'institut des relations internationales de Yaoundé (IRIC-Caméroun) et obtenu le certificat de stage diplomatique, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil 1er échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 26 juillet 1979 date de son retour de stage et reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1051/MTFP du 18-7-80 — M. Madougou Worou n° mle 103751-Z infirmier d'Etat de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier (session de juillet 1979) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 23 juillet 1979 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1052/MTFP du 18-7-80 — M. Egah Kofi Enyonam Bubumé Nyavo n° mle 105489-B instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (session de juillet 1979) est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Arrêté n° 1053/MTFP du 18-7-80 — M. Tchabore Tchinn n° mle 11648-S ingénieur-adjoint d'agriculture de 2e classe 1er échelon (indice 1150) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du certificat d'agriculture tropicale de Nogent-Sur-Marne (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1200) pour compter du 1er août 1978, date de son retour de stage et resté mis à la disposition du ministre du développement rural (budget autonome de la SRCC) A. C. 11 mois 29 jours.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade pour compter du 2 août 1979.

Arrêté n° 1066/MTFP du 23-7-80 — La situation administrative de M. Tokpa Avudufu Kwadjovi n° mle 011862-G est régularisée comme suit :

1-1-77 — instituteur de 2e classe 4e échelon

1-1-79 — instituteur de 1re classe 1er échelon (ind. 1150)

En attendant la parution du statut particulier des conseillers-adjoints d'information et d'orientation scolaires et professionnelles, les instituteurs ci-après désignés, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du diplôme de conseiller-adjoint d'information et d'orientation scolaires et professionnelles de l'institut national des sciences de l'éducation de l'Université du Bénin, sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans la catégorie A2 en qualité de conseillers-adjoints d'orientation dans les conditions suivantes pour compter du 3 septembre 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Nom et prénoms et n° mie	Ancienne situation			Nouvelle situation		
	Ancien corps grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau corps grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancien- neté pour le prochain avancement
Akakpo-Guetou Komla Djegle-Makuza	instituteur de 1re cl. 1er échelon	1150	1-1-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 2e échelon	1200	1-1-78
Klussey Ephotoé	instituteur de 1re cl. 1er échelon	1150	16-3-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 2e échelon	1200	16-3-78
Akouete Kodzo Awumé	instituteur de 1re cl. 1er échelon	1150	1-10-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 2e échelon	1200	1-10-78
Tokpah Avudufu Kwadjovi	instituteur de 1re cl. 1er échelon	1150	1-1-79	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 2e échelon	1200	1-1-79
Dadzo Thetogmba	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-10-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-10-77
Ekpoh Kokou Agbemenyawoé	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-10-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-10-77
Adeve Kodzo Buaka	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-78
d'Almeida Ayi Fogan Mawuto	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-78
Apetoh Anku Komi Agbeko	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-78
Vivor Koffi Agbegnegan	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-78
Bodjona Mazamaesso	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	27-9-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	27-9-78
Ananou Yaovi	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-10-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-10-78
Anoumou Komla Amenyo Lovi	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-10-78	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-10-78
Adognon Kokou Doété	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-79	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-79
Bolenga Nadendja	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-79	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-79
Somado-Hemazro Kangni Têko	instituteur de 2e cl. 4e échelon	1050	1-1-79	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	1-1-79
Apenyuigba Atsu Gladote Dzidzokpé	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	28-9-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79
Asimadu Yawo Senyo	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	28-9-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79
Bassowou Koffi Gblova	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	28-9-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79
Tchezoun Kossi	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	28-9-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79
Wouli Kodzo	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	28-9-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79
Kodjovi Assiongbon	instituteur de 2e cl. 3e échelon	950	1-10-77	conseiller-adjt d'orientation de 2e cl. 1er échelon	1100	3-9-79

Est constaté à compter des dates suivantes, le passage automatique à l'échelon supérieur de leur grade, les conseillers-adjoints d'orientation ci-après désignés :

Au 3^e échelon du grade de conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe (cat. A2 — indice 1300)

- 1-1-80 — Akakpo-Guetou Komla Djegle Makuza conseiller-adjt d'orientation de 2^e classe 2^e échelon
16-3-80 — Klussey Ephotoé conseiller-adjt d'orientation de 2^e classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade de conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe (cat. A2 — indice 1200)

- 1-10-79 — Dadzo Thetogmba, conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe 1er échelon
1-10-79 — Ekpoh Kokou Agbemenyawoé, conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe 1er échelon
1-1-80 — Adeve Kodjo Buaka, conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe 1er échelon

1-1-80 — d'Almeida Ayi Fogan Mawuto, conseiller d'orientation de 2^e classe 1er échelon

1-1-80 — Apetoh Anku Komi Agbeko, conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe 1er échelon

1-1-80 — Vivor Koffi Agbegnegan, conseiller-adjoint d'orientation de 2^e classe 1er échelon.

Arrêté n° 1094-MTFP du 25-7-80 — Est rapportée, en ce qui concerne M. Ezui Komlan (Vitus), la décision n° 2600-MTFP du 23 octobre 1978 constatant passage automatique d'échelons.

M. Ezui Komlan, assistant médico-social de 2^e classe 3^e échelon (catégorie B — indice 950) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a effectué avec succès une année scolaire de stage d'administrateurs culturels au Centre régional d'action culturelle (CRAC) de Lomé, est rayé de son cadre d'origine et intégré avec une bonification d'un échelon dans la catégorie B en qualité d'agent de promotion culturelle de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050) à compter du 1er août 1977 et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 4 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er octobre 1976, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. Ezui Komlan est régularisée comme suit :

- 1-8-77 — agent de promotion culturelle de 2^e classe 4^e échelon AC : 10 mois
 1-10-78 — agent de promotion culturelle de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150).

Arrêté n° 1095/MTFP du 28/7/80 — M. Kpassa Kpémou Ayimo Kodjo, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence ès-sciences économiques nouveau régime option gestion) de l'université du Bénin, session de septembre 1979, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) à compter du 1er octobre 1979 et reste mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Arrêté n° 1096/MTFP du 28/7/80 — M. Agbahey Komla Dodji instituteur de 1^{ère} classe 3^e échelon (catégorie B-indice 1350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme universitaire d'études générales (DUEG), série philosophie et sciences sociales appliquées, session d'octobre 1979, de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A2-indice 1400) à compter du 1er novembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 5, paragraphe 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er janvier 1978, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Agbahey Komla Dodzi est promu au grade de professeur des collèges d'enseignement général de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1500) à compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 1097-MTFP du 28-7-80 — Sont rapportés les arrêtés n° 251 et 377/MFP des 29 août 1966 et 29 mai 1974 portant intégration en ce qui concerne M. Blivi A. (Clément).

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la météorologie, M. Blivi Adouayi, agent spécialisé principal 3^e échelon (catégorie D-indice 630) du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile titulaire du diplôme de technicien supérieur, spécialité météorologie, session de juin 1966, à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité

de technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100), à compter du 1er juillet 1966 et reste mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

La situation administrative de M. Blivi Adouayi est reprise comme suit :

- 1-7-66 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
 1-7-67 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon titulaire
 1-7-68 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 2^e échelon
 1-7-70 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 3^e échelon
 1-7-72 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A2 — indice 1400).

M. Blivi Adouayi, technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A2-indice 1400) titulaire du diplôme de gradué en météorologie, option prévisionniste, à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'institut supérieur de techniques appliquées de l'université nationale de Zaïre, est promu au grade de technicien supérieur de la météorologie de 1^{ère} classe 1^{er} échelon (indice 1500) à compter du 3 mars 1974.

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1er juillet 1972, date du dernier avancement automatique d'échelon.

La situation administrative de M. Blivi Adouayi est régularisée comme suit :

- 1-7-74 — technicien supérieur de météorologie de 1^{ère} classe 2^e échelon
 1-7-76 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{ère} classe 3^e échelon
 1-7-78 — technicien supérieur de la météorologie en chef 1^{er} échelon
 1-7-80 — technicien supérieur de météorologie en chef 2^e échelon (catégorie A2-indice 1900).

Le présent arrêté, prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1098/MTFP du 28-7-80 — Sont rapportés en ce qui concerne MM. Ayi Ayitey Têko (Michel) et Foly Kounaké, les arrêtés n° 251/MFP du 29 août 1966 portant intégration et 681/MFP du 10 septembre 1973 portant nomination.

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la météorologie, les assistants météorologistes catégorie C) ci-dessous désignés, titulaires du diplôme de technicien supérieur, spécialité météorologie, à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école Africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés à compter des dates suivantes dans la catégorie A2 en qualité de techniciens supérieurs de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (indice 1100) et restent mis à la disposition du ministre du commerce et des transports :

Nom et Prénoms	ancien corps, grade et échelon	indice	spécialité et date d'obtention du diplôme	date d'intégration dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de la météorologie	imputation budgétaire
Ayi Ayitey Têko	assistant de 2 ^e classe 4 ^e échelon	700	météorologie session de juin 1966	1-7-1966	budget autonome de l'ASECNA
Foly Kounaké	assistant de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon	800	météorologie session de juin 1973	18-7-1973	chapitre 28, article 7 du budget général

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

M. Ayi Ayitey Tôko

- 1-7-1966 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 1-7-1967 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon titularisé
- 1-7-1968 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 2^e échelon
- 1-7-1970 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 3^e échelon
- 1-7-1972 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 4^e échelon
- 1-7-1974 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-7-1976 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-7-1978 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-7-1980 — technicien supérieur de la météorologie en chef 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1800).

M. Foij Kounaké

- 18-7-1973 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 18-7-1974 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon titularisé
- 18-7-1975 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 2^e échelon
- 18-7-1977 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 3^e échelon
- 18-7-1979 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A2 — indice 1400).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1099/MTFP du 28-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 490/MFP du 8 novembre 1968 portant intégration.

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la météorologie, M. Abokitsè Dovi Domenyo, contrôleur technique de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité : météorologie) à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école Africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (Niger) est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) à compter du 1^{er} novembre 1968 et reste mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 7 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 6 mars 1968, date d'effet du dernier avancement dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. Abokitsè Dovi Domenyo est reprise comme suit :

- 6-3-1970 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 2^e échelon
- 6-3-1972 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 3^e échelon
- 6-3-1974 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 4^e échelon
- 23-1-1975 — disponibilité sans traitement
- 2-2-1976 — reprise de fonctions
- 15-3-1977 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 15-3-1979 — technicien supérieur de la météorologie de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1600).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1100/MTFP du 28-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 649/MFP du 25 septembre 1974 portant intégration.

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la météorologie, M. Adognon Anoumou wodomé assistant de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie C — indice 850) du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, titulaire du diplôme de technicien supérieur spécialité : météorologie à la fin d'un stage de formation professionnelle à l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 29 juin 1974 et reste mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

La situation administrative de M. Adognon Anoumou wodomé est reprise comme suit :

- 29-6-1974 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 29-6-1975 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon titularisé
- 29-6-1976 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 2^e échelon
- 29-6-1978 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 3^e échelon
- 29-6-1980 — technicien supérieur de la météorologie de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1400).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1101/MTFP du 28-7-80 — Sont rapportés l'arrêté n° 292/MFP du 2 octobre 1962 portant intégration et son rectificatif du 24 avril 1963 et l'arrêté n° 297/MFP du 5 septembre 1963 portant titularisation, en ce qui concerne M. Lawson (Michel).

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne, M. Lawson Letè Attikpassoh Mekaéli, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de contrôleur de la circulation aérienne de l'école nationale de l'aviation civile de Toulouse (France) équivalant au diplôme de technicien supérieur de l'Ecole Africaine de la météorologie et de l'Aviation Civile de Niamey (Niger), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 1^{er} août 1962 et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

La situation administrative de M. Lawson Letè Attikpassoh Mekaéli est reprise comme suit :

- 1-8-1962 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 1-8-1963 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 1^{er} échelon titularisé
- 1-8-1964 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 2^e échelon
- 1-8-1966 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 3^e échelon
- 1-8-1968 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2^e classe 4^e échelon
- 1-8-1970 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 1-8-1972 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 1^{re} classe 2^e échelon
- 1-8-1974 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 1^{re} classe 3^e échelon
- 1-8-1976 — technicien supérieur de la navigation aérienne en chef 1^{er} échelon
- 1-8-1978 — technicien supérieur de la navigation aérienne en chef 2^e échelon
- 1-8-1980 — technicien supérieur de la navigation aérienne en chef 3^e échelon (catégorie A2 - indice 2000).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1102/MTFP du 28-7-80 — Sont rapportés les arrêtés n° 477/MFP du 24 août 1971 et 75/MFP du 29 janvier 1975 portant intégration.

En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne, les assistants (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, titulaires du diplôme de fin d'études à l'école de l'aviation civile et de la météorologie de

la République Tunisienne, spécialité : circulation aérienne, grade: adjoint technique, équivalent au diplôme de technicien supérieur de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger), sont rayés de leur cadre d'origine et intégrés dans la catégorie A2 en qualité de techniciens supérieurs de la navigation aérienne de 2e classe 1er échelon stagiaires (indice 1100) à compter des dates suivantes et restent mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

Nom et prénoms	Ancien corps, grade et échelon	indice	Date d'obtention du diplôme	Date d'intégration en A2 en qualité de technicien de Navigation aérienne
Kangni Tèko	Assistant de 1re classe 1er échelon	750	10-9-1970	19-9-1970
Abaya Komlan (ex Avonogbe Komlan)	Assistant de 2e classe 2e échelon	600	27-9-1974	1-10-1974

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

KANGNI Tèko

- 19-9-1970 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 1er échelon stagiaire
- 19-9-1971 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 1er échelon titularisé
- 19-9-1972 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 2e échelon
- 19-9-1974 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 3e échelon
- 19-9-1976 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 4e échelon
- 19-9-1978 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 1re classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500).

Ayaba Komlan (ex-Avonogbe Komlan)

- 1-10-1974 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 1er échelon stagiaire
- 1-10-1975 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 1er échelon titularisé
- 1-10-1976 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 2e échelon
- 1-10-1978 — technicien supérieur de la navigation aérienne de 2e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1050-MTFP du 18-7-80 — M. Atchall Mandoulégnou (n° mle 029411 V), moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.), série concours, session de l'année 1977, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

M. Atchall Mandoulégnou (n° mle 029411 V) est élevé au 2e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3e classe (catégorie C — indice 600) à compter du 1er janvier 1980.

Admissions

Arrêté n° 1047-MTFP du 18-7-80 — La situation administrative de M. Apétoh Nyenko Kokutsitsia est régularisée comme suit :

- 1-1-1972 — employé de bureau permanent 6e catégorie échelle B
- 1-7-1973 — employé de bureau permanent 6e catégorie échelle C
- 1-1-1975 — employé de bureau permanent 6e catégorie échelle D AC 5 mois 21 jours.

M. Apétoh Nyenko Kokutsitsia, aide-comptable permanent 6e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle, spécialité aide-comptable session de juin 1962 et qui réunit cinq années d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 18 avril 1975 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'université du Bénin).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 18-4-1975 — adjoint-administratif de 2e classe 1er échelon
- 18-4-1977 — adjoint-administratif de 2e classe 2e échelon
- 18-4-1979 — adjoint-administratif de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650).

M. Apétoh Nyenko Kokutsitsia, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 31 janvier 1979.

Arrêté n° 1055-MTFP du 18-7-80 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 375-MTFP du 13 avril 1978 portant nomination de M. Gbemou Kokou dans le cadre des agents de maîtrise des travaux publics.

M. Gbemou Kokou, titulaire du diplôme de l'Institut Royal du Commerce et de la Technologie d'Accra, du certificat de l'Institut de la Supervision Technique d'Accra (Ghana), qui a en outre effectué avec succès plusieurs stages de formation professionnelle est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique (spécialité : bâtiments et travaux publics), classé au grade d'adjoint technique 2e échelon (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications (budget général) :

- chapitre 18, article 5, exercice 1978 ;
- chapitre 20, article 5, exercice 1979 ;
- chapitre 36, article 7, exercice 1980.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à l'intéressé pour les services antérieurs accomplis au Ghana de 1958 à 1976 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sa situation administrative est reprise comme suit :

- adjoint-technique 2^e échelon + 6 ans bonification
- adjoint-technique 3^e échelon + 4 ans bonification
- adjoint-technique 4^e échelon + 2 ans bonification
- adjoint-technique principal 1^{er} échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1056-MTFP du 18-7-80 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Tchédé Boliwè, l'arrêté n° 1253-MTFP du 15 décembre 1978 portant nomination.

M. Tchédé Boliwè n° mle 104442-C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1057-MTFP du 18-7-80 — Mme Amelewonou Sefako Délali Akouavi, née Kalipe n° mle 032984-S dactylographe permanente 5^e catégorie échelle D, en service au palais de justice de Lomé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550), en application des dispositions de l'article 31-C du décret n° 75-119 du 18 avril 1975 et reste mise à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 24 juillet 1979 et au point de vue de la solde pour compter du 13 mars 1980.

Arrêté n° 1058-MTFP du 18-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 240-MTFP du 7 février 1980 portant nomination et régularisation de la situation administrative.

M. Bruce Ahlonko Koffi n° mle 004222-Q, qui a suivi avec succès le cycle de perfectionnement des aides-dessinateurs de l'école nationale d'administration de la République du Niger, est admis dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise classé au grade de dessinateur projecteur-adjoint 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 2 avril 1969 et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics (chapitre 36, article 9 du budget général).

La situation administrative de M. Bruce Ahlonko Koffi est régularisée comme suit au point de vue des avancements :

- 2-4-1969 — dessinateur projecteur-adjoint 1^{er} échelon
- 2-4-1971 — dessinateur projecteur-adjoint 2^e échelon
- 2-4-1973 — dessinateur projecteur-adjoint 3^e échelon
- 2-4-1975 — dessinateur projecteur-adjoint 4^e échelon (indice 700)

Une bonification d'un échelon est accordée à compter du 9 août 1975 à M. Bruce Ahlonko Koffi, dessinateur projecteur-adjoint 4^e échelon (catégorie C-indice 700), titulaire du diplôme de techniques urbaines à la fin d'une année scolaire de stage de formation professionnelle au secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH) de Paris (France).

Sa situation administrative est régularisée comme suit :

- 2-4-1975 — dessinateur projecteur-adjoint 4^e échelon
- 2-8-1975 — dessinateur projecteur 1^{er} échelon AC : 4 mois 7 jours
- 2-4-1977 — dessinateur projecteur 2^e échelon AC : néant
- 2-4-1979 — dessinateur projecteur 3^e échelon (catégorie C-indice 850).

Le présent arrêté annule toutes dispositions antérieures contraires et prend effet au point de vue de la solde à compter du 2 avril 1979.

Arrêté n° 1059-MTFP du 18-7-80 — Mme Agboblé Eli Dela née Apetsianyi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) et du diplôme de docteur en médecine de l'institut de médecine de Moscou (URSS) est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon stagiaire catégorie A1 - indice 1450 et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1060-MTFP du 21-7-80 — M. Abotsi Miwonunyi, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint des forêts et chasses de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 23, paragraphe 4 du budget général, exercice 1980).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1061-MTFP du 21-7-80 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au monitorat — session de 1978 sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Bocco Yawo, moniteur permanent 3^e catégorie échelle C
Aklobessi Kodjo, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Assignon Akoendé Elavagnon, monitrice permanente 2^e catégorie échelle A

Gbotcho Kouassi, moniteur permanent 4^e catégorie échelle A
Amegran Kouami, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
Awoussi Viagbo, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
Gbedebu Kossi Enyo, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
Karimou Bouraïma, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
Katanga Kokolou Manzilé, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Bossou-Gawou Koffi, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Dotse Yawo, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Agbeati Kossi, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
Amouzou-Togo Dayovo Séfako, monitrice permanente 2^e catégorie échelle A

Aziamadia Yawo Agbessi Mawuna, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Eklou Koffi Atitsogbé, moniteur permanent 3^e catégorie éch. A
Honyigloh Dosseh Komlavi Gallé, moniteur permanent 3^e catégorie échelle D

Kuayi Kodjovi Gameli, moniteur permanent 3^e catégorie éch. A
Lovi Kwaku Douményo, moniteur permanent 2^e catégorie éch. A
Ekoué-Hagbonon, née Folligan Kokoé Hemazro, monitrice permanente 3^e catégorie échelle B

Lawson Latré Djidoula, monitrice permanente 2^e catégorie éch. A
Assiobo-Tipoh Zikpo Kossi, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Falla Allaba, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Kassegne Ikâtcho Yao, moniteur permanent 3^e catégorie éch. B
Batessa Yarouga, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
Ouro-Agoro Kossi, moniteur permanent 2^e catégorie échelle D
Agbi Kodzo Délali, moniteur permanent 4^e catégorie échelle B
Dossou Amakoé Akouété, moniteur permanent 2^e catégorie échelle D

Edoh-Bedi Koffi Aholukpè, moniteur permanent 3^e catégorie échelle B

Tabiou Labanté, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Bedeou Tchédéli, moniteur permanent 2^e catégorie échelle B
 Simteya Boronéma, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
 N'Guissan Amavi Gnadounowo, née Ekon, monitrice permanente 2^e catégorie échelle A
 Sagan Ama Dzifa, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
 Vissouh Kossi Nkoghégnon, moniteur permanent 4^e catégorie échelle A
 Amouzou Kodjo, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
 Attisso Folli, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
 Siko Kodjo, moniteur permanent 4^e catégorie échelle A
 Agbere Biléya, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
 Amadou Yaya, moniteur permanent 4^e catégorie hors échelle
 Bileri Kpadja Esovalé, moniteur permanent 3^e catégorie éch. A
 Biwe-Issodjo Lidé-Lidé, moniteur permanent 3^e catégorie éch. A
 Ouro-Akpo Kabonrè, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
 Ouro- Wetchiré Essofa, moniteur permanent 2^e catégorie éch. A
 Gbedey Ablewa Kayi, monitrice permanente 2^e catégorie éch. A

Refior-Hans Koffa Dzignefa, moniteur permanent 2^e cat. éch. A
 Agbenyenu Fiagadji Koffitsè, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
 Abewou Koffi, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A
 Amede Ikatso Améto, moniteur permanent 3^e catégorie échelle B
 Akpotsui Ameyo Nuku, monitrice permanente 3^e catégorie éch. A
 Ekoué Toulan Têko Massédé, moniteur permanent 4^e cat. éch. A
 N'Dato Matchadome, moniteur permanent 3^e catégorie éch. A
 Yamba Malo, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A
 Adjibaho Ayaba Biova, monitrice permanente 4^e catégorie éch. D
 Salou Gnonougan Sodjiré, née Afandonougbo, monitrice permanente 3^e catégorie échelle A
 Fianyo Ayawovi Délali, monitrice permanente 2^e catégorie éch. A
 Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon ci-après désignés en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :

Nom et prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordés
Bocco Yawo	26-9-66	12 a 3 m 5 j	6 ans
Gbedebu Kossi Enyo	2-11-76	2 a 1 m 29 j	1 a 5 m 9 j
Katanga Kokolou Mazilé	6-3-78	9 m 25 j	6 m 16 j
Bossou-Gawou Koffi	9-10-73	5 a 2 m 22 j	3 a 5 m 24 j
Kassegne Ikatcho Yao	15-9-74	4 a 3 m 16 j	2 a 10 m 10 j
Dotse Yao	3-3-72	6 a 9 m 28 j	4 a 6 m 18 j
Eklou Koffi Attitsogbé	13-9-76	2 a 3 m 18 j	3 a 3 m 28 j
Honyigloh Dosseh Komlanvi Gallé	3-1-74	4 a 11 m 28 j	1 a 6 m 12 j
Ekoue-Hagbonon Kokoè, née Folligan	31-5-76	2 a 7 m	1 a 8 m 20 j
Ouro-Agoro Kossi	1-10-64	14 a 3 m	6 ans
Edoh-Bedi Koffi Aholukpè	octobre 66	12 a 2 m	6 ans
Bedeou Tchédéli	7-2-77	1 a 10 m 24 j	1 a 3 m 6 j
N'Guissan A. Gnadounowo, née Ekon	26-10-71	7 a 2 m 5 j	4 a 9 m 13 j
Amouzou Kodjo	14-12-77	1 a 17 j	8 m 11 j
Attisso Folli	13-9-76	2 a 3 m 18 j	1 a 6 m 12 j
Agbenyenu Fiagadji Koffitsè	26-9-66	12 a 3 m 5 j	6 ans
Abewou Koffi	9-7-76	2 a 5 m 22 j	1 a 7 m 24 j
N'Dato Matchadome	13-9-76	2 a 3 m 18 j	1 a 6 m 12 j
Adjibaho Ayaba Biova	18-10-71	7 a 2 m 13 j	4 a 9 m 18 j
Salou Gnonougan Sodjiré, née Afandonougbo	4-2-76	2 a 10 m 27 j	1 a 11 m 8 j
Fianyo Ayawovi Délali	13-9-76	2 a 3 m 18 j	1 a 6 m 12 j
Akpotsui Ameyo Nuku	26-10-71	7 a 2 m 5 j	4 a 9 m 13 j
Amede Ikatso Améto	13-1-66	12 a 11 m 18 j	6 ans
Amadou Yaya	4-5-64	14 a 7 m 27 j	6 ans
Agbi Délali Kodzo	octobre 65	13 a 2 m	6 ans
Karimou Bouraïma	octobre 65	13 a 2 m	6 ans
Refior-Hans Koffa Dzignefa	3-9-76	2 a 3 m 18 j	1 a 6 m 12 j
Yamba Malo	13-9-76	2 a 3 m 18 j	1 a 6 m 12 j
Siko Kodjo	11-11-68	10 a 1 m 10 j	6 ans
Ekoue-Toulan Têko Massédé	1959	18 a	6 ans
Gbedey Kayi Ablewa	1-2-68	10 a 11 m	6 ans
Dossou Amakoué Akouété	26-7-74	4 a 5 m 5 j	2 a 11 m 13 j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Bacco Yawo, Ouro-Agoro Kossi, Edoh-Bedi Koffi Aholukpè, Amede Ikatso Améto, Amadou Yaya, Agbi Délali Kodzo, Karimou Bouraïma, Siko Kodjo, Ekoue-Toulan Têko Massédé, Gbedey Kayi Ablewa et Agbenyenu Fiagadji Koffitsè.

- 1-1-79 — moniteurs de 3^e cl. 1^{er} éch. + 6 ans (bonification)
- 1-1-79 — moniteurs de 3^e cl. 2^e éch. + 4 ans (bonification)
- 1-1-79 — moniteurs de 3^e cl. 3^e éch. + 2 ans (bonification)
- 1-1-79 — moniteurs de 3^e cl. 4^e éch. (bonification épuisée).

ADJIBAHO Ayaba Biova

- 1-1-79 — monitrice de 3^e cl. 1^{er} éch. + 4 ans 9 mois 18 jours (bonification)
- 1-1-79 — monitrice de 3^e cl. 2^e éch. + 2 ans 9 mois 18 jours (bonification)

1-1-79 — monitrice de 3^e cl. 3^e éch. + 9 mois 18 jours bonification

13-3-80 — monitrice de 3^e cl. 4^e éch. (bonification épuisée).

N'GUISSAN A. Gnadounowo née EKON, AKPOTSUI Ameyo NUKU

1-1-79 — monitrices de 3^e cl. 1^{er} éch. + 4 ans 9 mois 13 jours (bonification)

1-1-79 — monitrices de 3^e cl. 2^e éch. + 2 ans 9 mois 13 jours (bonification)

1-1-79 — monitrices de 3^e cl. 3^e éch. + 9 mois 13 jours bonification

18-3-80 — monitrices de 3^e cl. 4^e éch. (bonification épuisée).

DOTSE Yawo

- 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 1er éch. + 4 ans 6 mois 18 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 2e éch. + 2 ans 6 mois 18 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 3e éch. + 6 mois 18 jours (bonification)
 13-6-80 — moniteur de 3e cl. 4e éch. (bonification épuisée).

BOSSOU-GAWOU Koffi

- 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 1er éch. + 3 ans 5 mois 24 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 2e éch. + 1 an 5 mois 24 jours (bonification)
 7-7-79 — moniteur de 3e cl. 3e éch. (bonification épuisée)

HONYIGLOH Dossey Komlanvi Gallé

- 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 1er éch. + 3 ans 3 mois 28 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 2e éch. + 1 an 3 mois 28 jours (bonification)
 3-9-79 — moniteur de 3e cl. 3e éch. (bonification épuisée)

DOSSOU Amakoé Akouété

- 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 1er éch. + 2 ans 11 mois 13 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e cl. 2e éch. + 11 mois 13 jours (bonification)
 18-1-80 — moniteur de 3e cl. 3e éch. (bonification épuisée)

SALOU Gnonougan Sodjiré, née AFANDONUGBO

- 1-1-79 — monitrice de 3e cl. 1er éch. + 1 an 11 mois 8 jours (bonification)
 23-1-79 — monitrice de 3e cl. 2e éch. (bonification épuisée)

ABEWOU Koffi

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 7 mois 24 jours (bonification)
 7-5-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Kassegne Ikatso Yao

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 2 ans 10 mois 10 jours (bonification)
 1-1-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 10 ans 10 jours (bonification)
 21-2-80 — moniteur de 3e cl. 3e éch. (bonification épuisée)

Ekoue-Hagbonon Kokoè, née Foligan

- 1-1-79 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 1 an 8 mois 20 jours (bonification)
 11-4-79 — monitrice de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Eklou Koffi Attitsogbé, Attisso Follé, N'Dato Matchadome, Fianyoy Ayawovi Délali, Refior-Hans Koffa Dzignéfa, Yamba Ma'o

- 1-1-79 — moniteurs de 3e classe 1er échelon + 1 an 6 mois 12 jours (bonification)
 19-6-79 — moniteurs de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Gbedebu Kossi Enyo

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 5 mois 9 jours (bonification)
 22-7-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Bedeou Tchedei

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 3 mois 6 jours (bonification)
 25-9-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Amouzou Kodjo

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 8 mois 11 jours (bonification)
 20-4-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Katanga Kokolou Mazilé

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 mois 16 jours (bonification)
 15-6-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront, à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1062-MTFP du 21-7-80 — M. Agbodjinou Kossi, titulaire de la licence ès-sciences économiques et du diplôme de 3e cycle de l'institut d'études du développement économique et social de l'université de Paris I — Panthéon-Sorbonne, du diplôme de l'institut international d'administration publique de Paris et du diplôme d'études approfondies (spécialité : croissance et financement) de l'université de Paris X Nanterre est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1.450) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 40, article 2 du budget général).

Arrêté n° 1063-MTFP 21-7-80 — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés qui ont abandonné leur poste depuis les dates suivantes, sont considérés comme démissionnaires pour compter des mêmes dates :

- 8-2-79 — Gnakpao Agnan Kpéda Méguza, en service à la circonscription pédagogique de Bassar.
 8-10-79 — Katou Kouami Gando Nguissam, en service à la circ. pédag. de Kpalimé
 8-10-79 — Adih Tcha Malékiyé, en service à la circ. pédag. de Sokodé
 8-10-79 — Komlan Abra Aluéku, en service à la circ. pédag. de Sokodé.

Les candidats dont les noms suivent, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique en remplacement des instituteurs-adjoints stagiaires ci-dessous énumérés (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

- Lakignang Kamoula Bkontème Essowé
- Ahorokou Atchéolo Adaman
- Fianyoh Kokou Mensah
- Yade Gnandi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1068/MTFP du 23-7-80 — M. Eklou Koffi, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de mai-juin 1979, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1069/MTFP du 23-7-80 — M. Kazoulé Ago Paroussa, titulaire de la licence ès-lettres de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Yaoundé (République Unie du Cameroun) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1.300) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 18 du budget général).

Arrêté n° 1070/MTFP du 23-7-80 — M. Atchinard Messanh-Kanli Ezi Atoklo, titulaire de la licence des sciences naturelles de l'université du Bénin (Togo) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1.300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 20, paragraphe 23 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1091-MTFP du 24-7-80 — M. d'Almeida Ayité-Fily, titulaire de la licence en droit, du diplôme d'études supérieures de droit public, du diplôme de l'institut des assurances de Lyon et du doctorat d'Etat en droit (mention droit public) de l'université Jean Moulin de Lyon (France) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur-civil 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 40, article 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1092-MTFP du 25-7-80 — M. Grunitzky Kodjo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de docteur en médecine de l'institut d'Etat de médecine de Rostov-sur-le-Don (U.R.S.S.) est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification de quatre (4) ans lui est accordée pour ses études spéciales de neurologie à l'université de Paris VI.

La situation administrative de M. Grunitzky est reprise comme suit :

- médecin ordinaire 2^e échelon + 4 ans bonification
- médecin ordinaire 3^e échelon + 2 ans bonification
- médecin ordinaire 4^e échelon (indice 1750) bonification épuisée.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1103/MTFP du 28-7-80 — Les agents ci-après désignés, admis au concours professionnel d'accès aux cadres des contrôleurs, agents de constatation et préposés des douanes, ouvert par arrêté n° 709/MTFP

du 19 juillet 1978 sont nommés dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité de préposés 1^{er} échelon (catégorie D) (indice 270) et restent mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général) :

Akouété Kpakpovi, agent permanent 2^e catégorie échelle B

Alenssou Abalo-Kokou-Willy, mécanicien chauffeur permanent 3^e catégorie échelle C

Amega Kodjo Etolémé, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle A

Amanan Kpatcha, agent des douanes 2^e catégorie échelle C.

Amadou Aboudoulaï, agent permanent 2^e catégorie échelle D

Awity Etsè Djiwonou, agent permanent 2^e catégorie échelle C

Labèque-Laré Gnardjoa, agent permanent 2^e catégorie échelle C

Maman Issaka Seydou, employé de bureau permanent 6^e catégorie hors échelle.

Zékpa Dayi Dakla, mécanicien-chauffeur 3^e catégorie échelle C

Zougoundi Fousséni Boukari, chauffeur 2^e catégorie échelle B.

Ceux dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter du 31 décembre 1969.

Arrêté n° 1104/MTFP du 28-7-80 — Mlle Dossou Edjé, employée de bureau permanente 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option employé de bureau) et qui a réuni cinq ans dans l'administration, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) pour compter du 2 janvier 1980 et reste mise à la disposition du ministre de l'information (chapitre 26, article 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 7 avril 1980.

Arrêté n° 1105/MTFP du 28-7-80 — Mlle Akolly Massan Sedem, titulaire du « général certificate of education ordinary level et du teacher's certificate A » est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général, gestion 1980).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1106/MTFP du 28-7-80 — M. Ologoun Achoro Aïchola, admis au concours externe de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 3 septembre 1979), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1980).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

Arrêté n° 1048/MTFP du 18-7-80 — M. Metonnou Yéto Dévi, n° mle 100405-P adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 29 décembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 29 décembre 1980 (A.C. épuisée).

Arrêté n° 1079/MTFP du 23-7-80 — Les gardiens de la Paix 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de leur stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1980 (A.C. 1 an).

MM. Eboh Anani Elémawussi
Koudzi Azolidzi Komitsè
Lamboni Kanglab Kanssam
Meba Tcha
Mensah Kodjo Ekouégan Djigbodi
Bati Laré Kangnakdjoa
Meainsih Kabissa Aklesso
Laré Yomo
Tchedou Abossiwè
Tieh Kantounbo Djassibi
Doglo Kodjo Messah
Yata Arouka.

Arrêté n° 1081/MTFP du 24-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 275/MTFP du 15 février 1980 portant titularisation en ce qui concerne Mme Djeguema Koffi Yéwa, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon

Mme Djeguema Yéwa née Soffi, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans ses fonctions et conserve une ancienneté d'un an à compter du 5 décembre 1978.

Mme Djeguema Yéwa, née Soffi est élevée au 2^e échelon de son grade à compter du 5 décembre 1979 (A.C. néant).

Détachements

Arrêté n° 1024/MTFP du 11-7-80 — Les agents ci-dessous désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la di-

rection du tourisme et de l'hôtellerie, sont placés dans la position de détachement pour une durée de cinq (5) ans pour servir auprès des sociétés suivantes :

HOTEL SAKAKAWA — SOGETEL

Mlle Koffi Alaba, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon

M. Adékambi Komlan Adetayo, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon

HOTEL DU 2 FEVRIER

M. Ayanou Tètè, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon.

Durant la période du détachement, les émoluments des intéressés seront à la charge des dites sociétés.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1034/MTFP du 14-7-80 — M. Agbodjan Kpoti Aleco, ingénieur d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à Kpalimé placé dans la position de détachement par arrêté n° 494/MFP du 1^{er} juillet 1975 pour servir auprès de l'institut français du café, du cacao et autres plantes stimulantes (I.F.C.C.), est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1980.

Arrêté n° 1078/MTFP du 23-7-80. — M. Danto Mousa, adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon, du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits précédemment en service à la SRCC d'Agou, est placé dans la position de détachement auprès de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT).

Durant la période de détachement les émoluments de M. Danto ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de l'OPAT.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1084/MTFP du 24/7/80 — M. Alassani Boukari, ingénieur des travaux publics de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, est placé dans la position de détachement, pour une durée de cinq (5) ans auprès de l'office togolais des phosphates (O.T.P.) à Hahotoc.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Alassani seront à la charge de l'O.T.P.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er septembre 1980.

Arrêté n° 1086/MTFP du 24/7/80 — Mme Gbodosou Akuélé, née Hounzangbé, contrôleur des postes et télécommunications de 2^e classe 4^e échelon, en service au Sénégal qui a été placée dans la position de détachement par arrêté n° 279/MJFPT du 23 mars 1977 est maintenue dans cette position pour une nouvelle période de quatre (4) ans auprès du gouvernement de la République du Sénégal.

Durant la période du détachement les émoluments de Mme Gbodosou seront à la charge du gouvernement de la République du Sénégal.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 3 mars 1981.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 22 juillet 1980 à l'arrêté n° 806-MTFP du 23 mai 1980 portant détachement de Mlle Walla Eyoutèkèbiyè sage-femme d'Etat

Au lieu de :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er juin 1980.

Lire :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er septembre 1980.

Absences irrégulières

Décision n° 1448/MTFP du 14/7/80 — Est rapportée en ce qui concerne M. Sogbo K. Selom, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps de l'enseignement, en service au CEG de Vo-Koutimé (Vo), la décision n° 904/MTFP du 29 avril 1980 constatant l'absence irrégulière (chapitre 24, article 25 du budget général).

Décision n° 1455/MTFP du 15-7-80 — Est constatée pour la période du 12 au 21 avril 1980 inclus, l'absence irrégulière de son poste de M. Aniakou Amouzou Séna, adjoint technique d'agriculture, n° mle 013019-V, de 2^e classe 3^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à Dapaong.

Durant la période concernée, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 1458/MTFP du 17-7-80 — Est constatée pour la période du 7 au 14 janvier 1980 inclus, l'absence irrégulière de son poste de M. Duyiboé Anani Edem Domeku, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au collège d'enseignement général de Vo-koutimé (Vo).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 24, article 25 du budget général).

Décision n° 1459/MTFP du 17-7-80 — Est constatée à compter du 17 septembre 1979 l'absence irrégulière de leur poste, des agents ci-après désignés relevant du ministère de l'enseignement du 1^{er} et du 2^e degrés (chapitre 24, article 25 du budget général) :

Vieira A. Kuassi, instituteur de 2^e classe 3^e échelon en service à l'école primaire publique de Maoussi (Aného).

Kouaovi Kokodoko, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon en service à Agouégan (Aného).

Durant la période d'absence les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Décision n° 1482/MTFP du 22-7-80. — Est constatée pour compter du 10 décembre 1978 l'absence irrégulière de son poste de Mlle Agbeve Akuavi, sage-femme d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, précédemment en service au centre hospitalier universitaire de Lomé.

Durant la période de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement (chapitre 22, article 5 du budget général).

Décision n° 1490/MTFP du 23-7-80. — Est constatée pour compter du 28 novembre 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Maglo Gavo, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service à l'école primaire publique centrale de Kantè (groupe B).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 et chapitre 24, article 25, exercice 1980 du budget général).

Décision n° 1511/MTFP du 24-7-80. — Est constatée pour compter du 17 septembre 1979 l'absence irrégulière de leur poste des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Balogoun Aremou, moniteur de 3^e classe 2^e échelon

M. Kodjo Kossi, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon.

Pendant la durée de l'absence les intéressés n'auront droit à aucun traitement (chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 et chapitre 24, article 25, exercice 1980 du budget général).

Suspensions de fonction

Arrêté n° 1021/MTFP du 11-7-80. — M. Mensavi Kangni, préposé 4^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, n° mle 009491-V, en service à Lomé, qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour délit de droit commun est suspendu de ses fonctions.

Durant la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 4 juin 1980.

Arrêté n° 1022/MTFP du 11/7/80 — M. Adenou Kagny Béni, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Homa (Atakpamé) est suspendu de ses fonctions pour abandons de poste répétés.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé aura droit à la moitié de son traitement majoré éventuellement des allocations familiales (chapitre 24, article 25 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 avril 1980.

Arrêté n° 1023/MTFP du 11/7/80 — M. Ocloo K. Adzédoda, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique précédemment en service au centre hospitalier régional de Sokodé, qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour délit de droit commun, est suspendu de ses fonctions à compter du 28 février 1980 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1087/MTFP du 24/7/80 — M. Agbeshie Sassou, administrateur civil 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération, qui fait l'objet de poursuite judiciaire est suspendu de ses fonctions à compter du 1^{er} juin 1979 (chapitre 12, article 2 du budget général).

Durant la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocation

Arrêté n° 1046/MTFP du 17/7/80 — Mlle Bouamey Massan n° mle 004104-A, administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonc-

tionnaires de l'administration générale en service au ministère du plan et de la réforme administrative, est révoquée de ses fonctions à compter du 14 janvier 1980 pour abandon de poste (chapitre 30, article 2 du budget général).

Rappel à l'activité

Arrêté n° 1071/MTFP du 23/7/80 — M. d'Almeida Anani, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement qui a été suspendu de ses fonctions par arrêté n° 344/MTFP du 11 avril 1979 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'enseignement du 1^{er} et 2^e degrés (chapitre 24, article 25 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 3 mars 1980.

Reprises de fonctions

Décision n° 1564/MTFP du 29/7/80 — Est constatée à compter du 1^{er} juillet 1980 la reprise de fonctions des agents ci-après désignés du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile :

Ayité Anani Satou, ingénieur des travaux de 1^{re} classe 3^e échelon

Kossi-Klu Kwami, adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon

Vignon Dovi, assistant de 2^e classe 2^e échelon.

Décision n° 1566/MTFP du 29/7/80 — Est constatée pour compter du 1^{er} août 1980 la reprise de service de M. Sessi Koffi, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui avait bénéficié d'une mise en position de disponibilité suivant arrêté n° 807/MTFP du 23 août 1978 (chapitre 20, article 2 du budget général).

Décision n° 1483/MTFP du 22/7/80 — Est constatée la reprise de fonction de Mlle Agbeve Akuavi, sage-femme d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique précédemment en service au centre hospitalier universitaire de Lomé, dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée suivant décision n° 1482/MTFP du 22 juillet 1980 (chapitre 22, article 5 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressée.

Décision n° 1496/MTFP du 23-7-80 — Est constatée à compter du 9 avril 1979, la reprise de fonctions de Mme Adotévi Gninatin, née Maougnon, infirmière d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée par décision n° 64/MTFP du 9 janvier 1980 (chapitre 24, article 5 du budget général).

Décision n° 1571/MTFP du 29-7-80 — Est constatée à compter du 27 décembre 1979, la reprise de service des agents ci-après désignés relevant de différents ministères qui avaient bénéficié d'une mise en position de disponibilité sans traitement suivant les arrêtés n° 924/MJ/FP/T, 1287 et 592/MTFP du 27 septembre 1976, 22 décembre 1978 et 3 juillet 1979.

Mme Homawoo, née Macauley Dumni, administrateur-civil de 2^e classe 3^e échelon en service à la direction du tourisme et de l'hôtellerie à Lomé chapitre 6, article 7, paragraphe 3, exercice 1979 et chapitre 6, article 7, exercice 1980 du budget général).

Rinklif Kouessiba, agent technique de santé de 2^e classe 3^e échelon en service au centre hospitalier universitaire de Lomé (chapitre 24, article 5, exercice 1979 et chapitre 22, article 5, exercice 1980 du budget général).

Maathey Jocé médecin ordinaire 2^e échelon en service au centre hospitalier universitaire de Lomé (chapitre 24, article 5, exercice 1979 et chapitre 22, article 5, exercice 1980 du budget général).

Arrêté n° 1074/MTFP du 23-7-80 — Est constatée à compter du 20 juin 1980 la reprise de fonctions de sœur Ayivi Akossiwa, infirmière ordinaire 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique qui a été placée dans la position de disponibilité suivant arrêté n° 1164/MTFP du 17 décembre 1980 (chapitre 22, article 4 du budget général).

Démission

Arrêté n° 1064/MTFP du 21-7-80 — Est acceptée pour compter du 25 mars 1980 la démission de son emploi offerte par M. Tengue Apédo Mensa, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à l'inspection générale, d'Etat (chapitre 6, article 6 du budget général).

Licenciements

Arrêté n° 1036/MTFP du 14-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 685/MTFP du 29 avril 1980 portant licenciement de M. Batawila Bahégah, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général l'Alloum (Niamtougou) chapitre 24, article 25 du budget général.

Arrêté n° 1042/MTFP du 17-7-80 — Est rapporté l'arrêté n° 487/MTFP du 25 mars 1980 portant licenciement de M. Duyiboé Anani Edem Domeku, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au collège d'enseignement général de Vo-Koutimé (Vo) : chapitre 24, article 25 du budget général.

Retraite

Arrêté n° 1077/MTFP du 23-7-80 — Les agents ci-après désignés du corps des fonctionnaires de la police, ayant été atteints par la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates suivantes :

1er octobre 1980

Hillah Ayi Adéku, brigadier de 1^{er} échelon
Olympio Koffi, gardien de la paix de 7^e échelon

1er janvier 1981

Saguintaah Djomna, brigadier 1^{er} échelon
Takona N'fétiga, brigadier 1^{er} échelon
Banque Laré, brigadier 1^{er} échelon.

Arrêté n° 1088/MTFP du 24-7-80 — M. Guedehoussou Ayayi, moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école publique d'Agnrokopé (Aného) ayant été atteint par la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1980.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 5-8-80 à l'arrêté n° 1008/MTFP du 9 juillet 1980 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

M. Gam Hotonou Yaovi (Benoît), administrateur civil principal 2^e échelon, n° mle 006324-E, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet du ministre du travail et de la fonction publique à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4^e alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Lire :

M. Gam Hotounou Yaovi (Benoît), administrateur civil principal 3^e échelon indice 2.650, n° mle 006324-E, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet du ministre du travail et de la fonction publique à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4^e alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 24-7-80 à l'arrêté n° 812-MFP du 12 novembre 1974 rapportant les arrêtés n°s 429/MFP, 517/MFP et 519/MFP des 1er juillet 1974 et 9 août 1974.

Au lieu de :

Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Lamatétou Ali, Kouma Amouta, Donou Tchédéli les arrêtés n°s 429-MFP, 517-MFP et 519-MFP des 1er juillet 1974 et 9 août 1974 portant nomination.

Lire :

Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Lamatétou Ali, Donou Tchédéli, Kouma Amouta, les arrêtés n°s 517 et 519/MFP du 9 août 1974 portant nomination.

Le reste sans changement.

**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES
HYDRAULIQUES**

ARRETE N° 14-MTPMERH/DMG du 4 août 1980 portant création des missions permanentes de recherches minières.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Vu la constitution, spécialement son article 21;
Vu l'ordonnance n° 35 du 18 octobre 1973 fixant le régime des mines et des carrières;
Vu le décret n° 73-174 du 18 octobre 1973 portant application de l'ordonnance n° 35 du 18 octobre 1973;
Vu le décret n° 68-107 du 5 juin 1968 portant création, organisation et administration du bureau national de recherches minières en république togolaise;
Sur proposition du directeur général des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé des missions permanentes de recherche minières couvrant toute l'étendue du territoire.

Art. 2 — Ces missions sont basées à :

Tsévié pour la région maritime
Atakpamé pour la région des plateaux
Sotouboua pour la région centrale
Lama-Kara pour la région de la Kara
Dapaong pour la région de la savane

Art. 3 — A côté des bases permanentes de l'article 2, il y a lieu de prévoir des bases temporaires pour des prospections tactiques.

Art. 4 — Le directeur général des mines, de la géologie et du bureau national de recherches minières est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1980

B. M. Barqué

Arrêté n° 18/MTPMERH du 13 août 1980 portant déclaration de zone « non aedificandi » sur la frontière ghanéo-togolaise.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Sur le rapport du comité permanent d'urbanisme,
Vu l'article 15 de la constitution,
Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 créant la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat,
Vu le décret n° 79-273 du 9 novembre 1979 délimitant les périmètres urbains et réglementant l'urbanisation des chefs-lieux de circonscription,
Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations.

A R R E T E :

Article premier — Est déclaré « non aedificandi » et protégé contre toute construction à usage industriel, artisanal, commercial et habitation, une bande de terre de 100 mètres (cent mètres) d'emprise longeant la frontière Ghanéo-Togolaise à partir de la Centrale électrique de la C.E.B.

Art. 2. — Les mesures visées à l'article 1er s'appliquent sur l'ensemble de la zone frontalière du périmètre urbain de l'agglomération de Lomé défini par le décret n° 79-273 du 9 novembre 1979.

Art. 3. — Le directeur général de l'urbanisme et de l'habitat, le directeur du service topographique et le maire de Lomé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 Août 1980

B. M. Barqué

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

ARRETE n° 14 bis-MENRS du 25 juin 1980 portant organisation de la direction des examens et concours.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu la constitution en ses articles 20 et 21;
Vu le décret n° 69-178 du 10 octobre 1969 portant création du secrétariat général et des directions du ministère de l'éducation nationale;
Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975, portant réforme de l'enseignement;
Vu les nécessités de service;
Sur proposition du conseil supérieur de l'éducation nationale;

A R R E T E :

Article premier — La direction des examens et concours comprend :

une direction nationale et des directions régionales.

Art. 2 — La direction nationale des examens et concours comprend :

Le secrétariat principal

La division du contentieux et des textes administratifs ;

La division des examens scolaires ;
 La division des examens professionnels ;
 La division des concours de recrutement ;

La division de l'information, de la documentation et de la délivrance des diplômes ;

La division de la comptabilité ;
 La division des archives.
 La division des équivalences des diplômes ;

Des sections peuvent être créées au sein des divisions.

Art. 3. — La division du contentieux et des textes administratifs élabore les projets de textes, étudie les textes en vue de leur application, règle les litiges conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 4. — La division des examens scolaires comprend :

— La section des examens du Premier degré : certificat de fin d'études de l'enseignement du Premier degré (CEPD) :

— Les sections des examens du deuxième degré :

* Brevet d'études du Premier cycle (BEPC)

* Certificat d'aptitude Professionnelle (CAP)

— Les Sections des examens du troisième degré :

* Brevet d'études professionnelles (BEP)

* Certificat de fin d'études normales (CFEN)

Art. 5. — La division des examens scolaires se charge suivant le cas :

— de la réception et de l'étude des dossiers des candidats ;

— de l'inscription des candidats ;

— de l'établissement pour publication de la liste des candidats ;

— de l'élaboration du projet et de la publication des décisions nommant les commissions d'examen ;

— de l'établissement de la liste des candidats admis ou ajournés ;

— de l'établissement des attestations et diplômes ;

— de l'établissement des statistiques.

Art. 6. — La division des examens et concours Professionnels comprend :

— La section du certificat d'aptitude au monitorat (CAM)

— La section du certificat élémentaire d'aptitude Pédagogique (CEAP — Premier et deuxième degrés)

— La section du certificat d'aptitude Pédagogique (CAP — Premier et deuxième degrés)

— La section du certificat d'aptitude au Professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP — CEG)

Art. 7. — La division des examens et concours Professionnels se charge :

— de la réception et de l'étude des dossiers

— de l'établissement pour publication des listes des candidats

— de l'élaboration du projet et de la publication des décisions nommant les commissions d'examens

— de l'établissement de la liste des candidats admissibles et des relevés de notes pour communication à la demande des candidats non reçus

— de l'établissement des statistiques.

Art. 8 — La division des concours de recrutement comprend :

— La section de recrutement des instituteurs-adjoints-stagiaires (section IAS)

— la section de recrutement pour l'école normale des institutrices des jardins d'enfants (section ENIJE)

— la section de recrutement pour les écoles normales d'instituteurs (section ENI).

Art. 9 — La division des concours de recrutement se charge :

— de la réception et de l'étude des dossiers

— de l'établissement pour publication des listes des candidats

— de l'élaboration des projets de décision nommant les commissions de surveillance, de correction et de secrétariat

— de l'établissement de la liste des candidats admis

— de l'établissement des statistiques.

Art. 10 — La division de l'information, de la documentation et de la délivrance des diplômes comprend :

— La section de l'information ;

— la section de la documentation

— la section de la délivrance des diplômes et attestation.

Art. 11. — La division de l'information, de la documentation et de la délivrance de diplômes se charge :

— d'accueillir et d'informer le public ;

— de distribuer les notices d'inscription aux divers examens et concours ;

— de la réception des demandes de retrait d'attestations et de diplômes ;

— de la délivrance des attestations et des diplômes.

Art. 12. — La division de la comptabilité comprend :

— la section des statistiques ;

— la section du budget et de la gestion matériel.

Art. 13. — La division de la comptabilité se charge :

— de la prévision et de l'achat du matériel

— de la préparation du budget ;

— de la gestion des stocks.

Art. 14. — La division des archives comprend :

— la section du Premier degré ;

— la section du deuxième degré ;

— la section du troisième degré ;

— la section des concours de recrutement ;

— la section des textes administratifs — ordonnances — arrêtés, décisions etc...) et du journal officiel de la République Togolaise (J.O.R.T.).

Art. 15. — La division des archives se charge de classer et de conserver :

— tous les documents relatifs à tous les degrés d'enseignement ;

— les textes administratifs, le journal officiel, le journal « La nouvelle marche » et autres revues.

Art. 16. — La Division des équivalences des diplômes se charge de l'étude des équivalences entre les diplômes étrangers et ceux délivrés au Togo ou reconnus par le ministère de l'éducation nationale.

Elle réunit à cet effet, une commission chargée de l'étude technique des dossiers et propose à la signature du directeur une attestation.

Art. 17. — A la tête de chaque division est placé un chef de division.

Art. 18. — La direction régionale des examens et concours est chargée :

— de l'instruction des dossiers de candidature à tous les examens et concours ;

— de l'ouverture et de la clôture des registres ;

— de l'inscription des candidats ;

— de l'organisation matérielle des examens et concours ;

— de la transmission à la direction nationale des examens et concours, des procès-verbaux et des statistiques à la fin de chaque examen et concours.

La direction régionale des examens et concours est placée sous l'autorité d'un directeur

Art. 19. — Le directeur régional des examens et concours est nommé par arrêté du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique sur proposition du directeur national des examens et concours, parmi les inspecteurs de l'éducation nationale, les administrateurs civils et les attachés d'administration de l'éducation nationale.

Art. 20. — Le directeur des examens et concours est nommé par décret pris en conseil des ministres sur propositions du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique parmi les professeurs, les inspecteurs et administrateurs de l'éducation nationale.

Art. 21. — Le directeur des examens et concours est chargé de l'organisation des examens, concours et de l'établissement du calendrier en collaboration avec les directeurs d'enseignement.

Art. 22. — Le directeur des examens et concours présente le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique au sein des commissions des concours organisés par tous les départements ministériels.

Les concours et examens des ministères autres que ceux de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, feront l'objet d'arrêtés interministériels.

Art. 23. — Le directeur des examens et concours choisit les épreuves d'examen parmi les propositions envoyées par les directeurs des différents degrés d'enseignement concernés, procède à leur mise en forme, les photocopies, veille à leur intégrité et les remet aux Présidents des jurys d'examens.

Art. 24. — Le directeur des examens et concours soumet à la signature du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, sur proposition des directeurs des différents degrés d'enseignements, les arrêtés et décisions nommant les commissions d'examens et concours.

Art. 25. — Le directeur des examens et concours qui a reçu délégation de signature du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est la seule autorité habilitée à signer les attestations et diplômes des examens et concours relevant des directions de l'enseignement des Premier, deuxième et troisième degrés à l'exception du baccalauréat.

Art. 26. — Le directeur des examens et concours veille à l'entretien et à la conservation des archives et des documents, à l'application des textes organiques relatifs aux examens et concours.

Art. 27. — Le directeur des examens et concours établit à la fin de l'année scolaire un rapport détaillé faisant le point de la situation au niveau de sa direction.

Art. 28. — Le directeur des examens et concours assure la responsabilité morale et matérielle de son service. Il note les agents placés sous son autorité et propose des sanctions.

Art. 29. — Le directeur régional des examens et concours veille à l'application des textes relatifs à l'organisation des examens et concours. Il note les agents placés sous son autorité et propose des sanctions.

Art. 30. — Le chef de division est responsable des sections de sa division. Il coordonne leurs activités.

Art. 31. — Le chef de section répartit les tâches au sein de sa section et rend compte au chef de division.

Art. 32. — Le présent arrêté sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 juin 1980

Boumbera Alassounouma

ARRETE n° 17/MENRS du 25 juin 1980 portant organisation du brevet professionnel d'employé de banque.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 70-MEN du 9 décembre 1974, portant institution des brevets Professionnels;

A R R E T E :

Article premier — Il est institué, sur le plan national un Brevet Professionnel d'employé de banque.

Art. 2. — L'examen conduisant à la délivrance du brevet professionnel d'employé de banque comprend trois séries d'épreuves, indépendantes les unes des autres. Les deux premières séries (séries I et II) permettent de contrôler la formation à caractère théorique, et la dernière (série III) la formation à caractère pratique.

Les candidats subissent les épreuves :

- 1) de la série I : après un an de formation.
- 2) de la série II : un an au moins après avoir réussi aux épreuves de la série I ou être dispensés des épreuves de la série I.
- 3e) de la série III : un an au moins après avoir subi avec succès les épreuves de la série I.

La nature, la durée, les coefficients des épreuves et les programmes sur lesquels elles portent sont indiqués dans le document annexé au présent arrêté.

Art. 3. — peuvent prendre part à l'examen les candidats des deux sexes, titulaires au moins d'un certificat d'aptitude professionnelle du secteur tertiaire et ayant suivi des cours de perfectionnement pendant deux années au moins.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature, les intéressés doivent en outre, remplir les conditions suivantes : pour la série I : justifier au moment de l'examen d'une année de service au moins dans un emploi du secteur tertiaire.

Pour la série II :

- Avoir été admis aux épreuves de la série I ou être titulaires du baccalauréat G2 ou G3 ou probatoire DECS.
- justifier au moment de l'examen d'une année de service au moins dans un emploi du secteur tertiaire.

Pour la série III

- avoir été admis aux épreuves de la série II.
- justifier au moment de l'examen de deux années de service au moins dans un emploi du secteur tertiaire.

Art. 5. — Les demandes de candidatures qui doivent être adressées à la Direction des Examens et Concours à Lomé

comporteront :

- une demande établie sur papier libre écrite en entier de la main du candidat
- une copie certifiée conforme du bulletin de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu.
- copies légalisées des diplômes obtenus.
- une attestation prouvant que le candidat a suivi des cours de perfectionnement pendant deux ans au moins.
- une attestation de service.

Art. 6. — Le jury désigné par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est présidé par le directeur de l'enseignement du troisième degré ou son représentant.

Il est composé d'une part des membres de la profession (employeurs et salariés) et d'autre part des membres de l'enseignement public ou privé.

Art. 7. — Sont déclarés admis aux épreuves des séries I et II les candidats ayant obtenu à chacune de ces séries une note moyenne au moins égale à 10 sur 20, sans notes inférieures aux notes éliminatoires indiquées sur le tableau des épreuves. La note 0 est éliminatoire si elle est maintenue par le jury.

Art. 8. — Sont autorisés à subir les épreuves de la série III les candidats ayant obtenu pour chacune des séries I et II une note moyenne au moins égale à 10 sur 20.

Art. 9. — Sont déclarés admis à l'examen du brevet professionnel d'employé de Banque, les candidats ayant obtenu une note moyenne au moins égale à 10 sur 20 pour ensemble des épreuves de la série III.

Art. 10. — Le diplôme du brevet professionnel d'employé de banque peut comporter une mention de langue vivante étrangère.

Pour obtenir cette mention, le candidat doit satisfaire aux épreuves spéciales précisées dans le tableau annexé au présent arrêté et avoir obtenu à celles-ci une note moyenne au moins égale à 10 sur 20.

Ces épreuves sont subies immédiatement après celles de la série III mais n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de la note moyenne relative à la série III.

Art. 11. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au **journal officiel** de la République Togolaise.

Lomé, 26 juin 1980

B. Alassounouma

EPREUVES	DUREE	NOTE ELIMINATOIRE	COEFFICIENTS
PREMIERE SERIE D'EPREUVES ECRITES			
1 — Composition française	3 h	0	3
2 — Comptabilité & Maths financières	2 h 30	0	3
3 — Economie générale	3 h	0	4
DEUXIEME SERIE D'EPREUVES ECRITES			
1 — Interrogation portant sur le droit bancaire	30 mn	0	4
2 — Interrogation portant sur l'économie appliquée, l'intervention des banques et l'organisation	30 mn	0	5
3 — Interrogation portant : — soit sur les compléments de commerce — soit sur le droit social ou le droit du travail	30 mn	0	1
TROISIEME SERIE D'EPREUVES PRATIQUES			
1 — Composition sur la technique bancaire	3 h	0	5
2 — Epreuve pratique de banque	A fixer par le jury 15 mn	0	4
a) Epreuve écrite pouvant être donnée sous la forme d'étude de cas b) Interrogation orale sur la technique bancaire		0	1
EPREUVES FACULTATIVES PORTANT SUR UNE LANGUE ETRANGERE			
1 — Epreuve écrite : Version suivie de questions, la version pouvant porter sur une lettre ou un contrat	3 h	inférieure à 8/20	1
2 — Epreuve orale Conversation sur un sujet d'ordre économique ou à propos d'un document d'ordre commercial	15 mn	inférieure à 8/20	1

Nomination

Arrêté n° 20 ME TQD RS/UB du 1er-8-80 — M. Agbeta Aïssah, maître-assistant de médecine inscrit sur la liste d'aptitude 1980 aux fonctions de maître de conférences agrégés, médecins, chirurgiens, spécialistes ou biologistes des hôpitaux dans la discipline de médecine interne, est nommé pour compter du 1er août 1980, maître de conférence agrégé de médecine interne à l'école de médecine de l'université du Bénin.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de paiement

Décision n° 131-MPRA-DGPD-DFCEP du 25-7-80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Sitti Ayikoé Mawubédjro à son compte n° 3526 ouvert à la banque Togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) Lomé de la somme de : quatorze millions (14.000.000) de francs CFA représentant le troisième versement du montant du contrat de vente.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre V, chapitre 2, article 2, paragraphe 1 rub. B (CF n° 174/80 du 3 juillet 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 132/MPRA DGPD/DFCEP du 6-8-80 — Est autorisé le virement en faveur de l'institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (IRAT) à Lomé à son compte ouvert à la C.N.C.A. Lomé sous le n° 223 - A de la somme de dix millions (10 000 000) francs CFA représentant la participation Togolaise au programme de recherches sur les cultures vivrières pour l'année 1979.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 1, article 1 paragraphe 2, rubrique A (CF N°146/80 du 24 juin 1980).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 133/MPRA DFCEP du 6-8-80 — Est autorisé le virement en faveur de la Société Nationale pour le Développement de la Palmeraie et des Huileries (SONAPH) à Lomé au compte Hors Budget ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur du Togo sous le n° 115-46 Rubrique 1, de la somme de : quatre millions huit cent

cinquante mille (4.850.000) francs CFA pour achat de sacs en polyéthylène.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1980, titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 131/80 du 19 juin 1980)

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 134/MPRA DGPD/DFCEP du 6-8-80 — Est autorisé le virement au profit de l'agence d'équipement et des terrains urbains (AGETU) à Lomé à son compte ouvert à la BICI sous le n° 05051512 de la somme de : cent millions (100.000.000) de francs représentant ses besoins pour l'équipement et le fonctionnement.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre II, chapitre 8, article 2, paragraphe 1, rubrique b (CF N° 198/80 du 9-7-80).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 135 MPRA/DGPD/DFCEP du 6-8-80 — Est autorisé le paiement en faveur de l'atelier général d'architecture du Togo (AGAT) à Lomé à son compte n° 20.180/31 ouvert auprès de la B.T.C.I. Lomé de la somme de : trente millions (30.000.000) de francs CFA représentant le montant des travaux réalisés dans le cadre du contrat d'études pour la construction de la bibliothèque universitaire.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre V, chapitre 2, article 4, paragraphe 1, rubrique A (CF N° 161/77 du 13 juillet 1977).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 136/MPRA DGPD/DFCEP du 6-8-80 — Est autorisé le virement au profit du projet éducation, à son compte n° 11352 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo, de la somme de : deux cent quatre vingt dix millions cent soixante cinq mille (290.165.000) francs CFA représentant la participation togolaise au financement dudit projet.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre V, chapitre 2, article 3, paragraphe 1, rubrique D. (CF n° 277/79 du 19 novembre 1979).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

DECISION N° 337-MDR du 11 Août 1980 portant création d'un comité de gestion de l'aide non alimentaire.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1979, portant organisation et définition des attributions des ministères du développement et de l'équipement rural;

Vu le décret n° 80-78 du 11 avril 1980 portant création d'une direction générale du développement rural et réorganisation des services relevant du ministère du développement rural.

DECIDE :

Article premier — Il est créé dans le cadre du Projet TOG/402 PAM de Développement Communautaire Rural, un Comité de Gestion des matériels et matériaux, aide non alimentaire.

Art. 2 — Ledit Comité étudie, apprécie et décide de la quantité de matériels et matériaux à attribuer aux chantiers d'auto, assistance dont les demandes d'aide formulées par les collectivités intéressées lui sont présentées par le Chef de la Division de l'Animation Rurale et de la Participation Populaire au Développement.

Art. 3 — Le Comité est présidé par le Directeur de l'Animation Rurale et de l'Action Coopérative et comprend des représentants des Services et Organismes suivants :

Chef division animation Rurale : Rapporteur
Représentant adjoint du PAM : Membre
Secrétariat permanent du Comité nationale de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation — CN/CMLA : Membre
Représentant du pays donateur : Membre

Art. 4 — Le Comité se réunit sur convocation de son Président chaque fois que les circonstances l'exigent et au moins une fois par mois. Il peut faire appel à toute personne jugée compétente pour apporter une contribution utile à ses travaux, et faire rapport de ses décisions au ministère du développement rural.

Art. 5. — La présente décision qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publiée au **Journal Officiel** de la République togolaise et sera communiquée partout où besoin sera .

Lomé, le 11 août 1980

A. E. Gassou

Nomination

Décision n° 316 MDR du 1/8/80 — M. Gbadamassi Lamidi, ingénieur d'agriculture de 1ère classe 3e échelon en service à la direction général du développement rural est nommé chef de la division de l'animation rurale en remplacement de M. Ahyi Amakoué admis à faire valoir ses droits à la retraite.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Nomination

Décision n° 41 MAR du 30-7-80 — M. Lawson Boé-Allah Latévi) ingénieur de 1re classe 3è échelon du Génie Rural et des eaux et forêts est nommé conseiller technique auprès de la direction de la législation Agro-Foncière, et chargé plus spécialement de la coordination des activités de la commission nationale et des commissions régionales de recensement des terres incultes.

Les émoluments de l'intéressé ne changent pas d'imputation budgétaire jusqu'à fin décembre 1980.

La présente décision prendra effet pour compter du 1er août 1980.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 276 MFE/CR du 23-7-80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent cinquante trois mille trois cent seize (153.316) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchaye Gnanitassa, brigadier 3è échelon du corps du personnel des douanes (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1980.

M. Tchaye Gnani Tassa pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 17è rang) ci-après désignés :

Kondi, né le 10 avril 1961
Koffi, né le 10 juin 1963
Nikabou, né le 31 août 1964
Kodjo, né le 5 sept. 1966
Gnandi, né le 21 novembre 1967
Kokou, né le 17 décembre 1968
Gbati, né le 24 novembre 1970
Komna, né le 6 mai 1971
Agba, né le 19 août 1971
Nigbéri née le 23 décembre 1973
Amoye, née le 27 juin 1974
Tchapo, né le 24 décembre 1974
Napo, né le 20 juillet 1976
Kpandja, né le 20 mars 1977
Nouko, née le 5 juin 1977
Kpindé, née le 2 juin 1979
Nadja, né le 8 février 1980.

Arrêté n° 278 MFE/CR du 25-7-80 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cent dix huit mille vingt huit (118.028) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Agbéré Issaka Yacoubou, soldat de 1ère classe 5è échelon n° mle 63-03-0050 du corps du personnel des forces armées Togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1980.

M. Agbéré Issaka Yacoubou pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 15è rang) ci-après désigné :

Abasse, né le 18 février 1969
Mourtala, né le 8 janvier 1971
Nalia, née le 16 janvier 1972
Djalilou, né le 30 septembre 1972
Malik, né le 20 juillet 1973
Boubatou, née le 2 septembre 1973
Charifoudou, née le 13 décembre 1973
Bayigayé, née le 22 décembre 1974
Fattaou, né le 19 juillet 1975
Sanounou, né le 17 octobre 1975
Faridou, né le 7 juillet 1976
Samiatou, née le 7 janvier 1978
Abdoussamadou, né le 21 mars 1978
Halarou, né le 7 novembre 1978
Gado, né le 3 avril 1979.

Arrêté n° 280 MFE/CR du 6/8/80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille cent soixante huit (439.168) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kangni Ekué, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kangni Ekué, pour compter du 1er mars 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5è rang) ci-après désignés :

Foly, né le 9 novembre 1948
Akuété, né le 15 mai 1952
Dopé, née le 19 août 1956
Dovi, né le 30 août 1956
Foly II né le 23 mai 1960

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt sept mille huit cent trente six (87.836) francs pour compter du 1er mars 1980.

M. Kagni Ekué pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6è au 10è rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 18 mars 1962
 Foly III né le 6 juillet 1966
 Kokoé, née le 9 octobre 1964
 Adaku, née le 1er août 1969
 Kangnivi, né le 13 juillet 1971.

Arrêté n° 281-MFE-CR du 6/8/80 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Agbegnigan Adjé (Jean) contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo est porté de 10% à 15% de sa pension principal cinq cent mille neuf cent vingt quatre (500.924) francs pour compter du 1er février 1980 au titre de son enfant Anoumou né le 25 janvier 1961.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante quinze mille cent quarante (75.140) francs pour compter du 1er février 1980.

Arrêté n° 282-MFE-CR du 6/8/80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 47%) au montant annuel de cent quarante quatre mille trois cent soixante quatre (144.364) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agba Létou (Léon), brigadier 2e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 470) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1980.

M. Agba Létou (Léon) pourra prétendre, pour compter du 1er février 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 14e rang) ci-après désignés :

Amba, née le 5 novembre 1963
 Bamely, né le 5 juillet 1964
 Eyou, né vers 1966
 Komi, né le 5 janvier 1967
 Yaovi, né le 10 avril 1969
 Piyalo, née le 20 décembre 1972
 Kouméalo, née le 16 mars 1974
 Tchina, né le 4 mai 1976
 Kpa'cha, né le 18 septembre 1976
 Naka, née le 18 septembre 1976
 Malanguihewa, née le 19 novembre 1976
 Tchilalou, née le 25 septembre 1977
 Edéké, né le 30 mai 1979
 Essimna, né le 11 janvier 1980.

Arrêté n° 283/MFE CR du 6/8/80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent trente trois mille neuf cent soixante douze (133.972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bardja Kolani, gardien de circonscription de 1ère classe 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circ. (indice 500 admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1979.

M. Bardja Kolani pourra prétendre, pour compter du 1er août 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 13e rang) ci-après désignés :

Dakonyeme, né le 10 juillet 1961
 Akua, née le 23 janvier 1963
 Tiegnoati, né le 19 juin 1963
 Dabouade, né le 21 juin 1965
 Doumbiani, né le 16 septembre 1966
 Hamnoa, né le 9 août 1967
 Abla, née le 25 février 1969
 Daboueba, né le 12 avril 1971
 Lamboni, né le 18 février 1974
 Mimbouab, né le 11 décembre 1974
 Mimboabe, né le 21 juillet 1975
 Nawadamé, né le 18 juin 1978
 Namedjoudi, né le 28 juillet 1978.

Arrêté n° 284/MFE CR du 6/8/80 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration principale pour famille nombreuse allouée à M. Afangbon (Emmanuel) adjoint technique principal 1er échelon des chemins de fer du Togo est porté de 20% à 25% de sa pension principale six cent cinquante trois mille huit cent soixante quatre (653.864) francs pour compter du 1er janvier 1980 au titre de son enfant Marguérite née le 16 juin 1959

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent soixante trois mille quatre cent soixante huit (163.468) francs pour compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 285/MFE CR du 6/8/80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 50%) au montant annuel de deux cent vingt-huit mille sept cent trente deux (228.732) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayena G. Gbessi, maréchal des logis 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 10 avril 1980.

M. Ayena G. Gbessi pourra prétendre, pour compter du 10 avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 3e au 10e rang) ci-après désignés :

Matoundé, né le 23 janvier 1967
 Makpoundji, né le 14 juin 1969
 Kossi, né le 1er février 1970
 Kokouvi, né le 19 avril 1972
 Sêwanou, né le 23 octobre 1974
 Ahoéfa, née le 10 décembre 1974
 Komi, né le 9 octobre 1976
 Koffi, né le 24 août 1979.

Arrêté n° 286/MFE CR du 6-8-80 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Loko Adjowavi (née Mensah Gbadoé) épouse de M. Loko (Albert) commis d'administration principal de 1ère classe du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 908 pourcentage 62%) en retraite, décédé le 22 septembre 1979 une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt trois mille neuf cent cinquante six (183.956) francs pour compter du 1er octobre 1979.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Loko (Albert) née Mensah Gbadoé une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Akofa, née le 1er septembre 1947
Kpadé, né le 11 novembre 1950
Coudjo, né le 6 juillet 1952
Gbédessi, née le 26 juin 1954
Ablanto, née le 11 septembre 1956
Kuassi, né le 12 février 1961

Le montant de cette majoration est fixé à quarante cinq mille neuf cent quatre vingt douze (45.992) francs pour compter du 1er octobre 1979.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente six mille sept cent quatre vingt douze (36.792) francs l'an pour compter du 1er octobre 1979 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Kuassivi, né le 14 avril 1963
Kuassi, né le 12 février 1961
Ablan, née le 6 septembre 1966
Afiwi, née le 6 juin 1969
Abalo, né le 15 janvier 1972

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénomés seront versés entre les mains de M. Loko Wowagbi Goudjo, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 288/MFE CR du 6-8-80 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des orphelins ci-après désignées de M. Lahouadan Logo (Francis), ouvrier de 2è classe des CFT (indice 534, pourcentage 75%) en retraite décédé le 25 décembre 1977 une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt six mille cent soixante seize (26.176) francs l'an pour compter du 19 mai 1979.

Afiwa, née le 8 septembre 1968
Akouwoa, née le 12 janvier 1966

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Lahouadan Logo Kossi-Kokoé, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêtés n° 289/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de deux cent quatre vingt douze mille sept cent soixante seize (292.776) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pognodi Boudoum, maréchal des logis 6è échelon n° mle 126 du corps du personnel de la gendarmerie nationale Togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1980.

M. Pognodi Boudoum pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 13è rang) ci-après désignés :

Mogoloudom, né le 16 juillet 1961
Boudem, né le 17 juin 1963
Massabalo, né le 20 juin 1965
Bamoussonam, né le 17 mai 1967
Epakalabouhé, né le 6 juin 1969
Mondopéwoué, née le 3 février 1970
Mibanakéti, né le 23 janvier 1971
Mamipatam, né le 23 janvier 1971
Binabawayi, née le 7 mai 1972
Bessannawé, né le 3 février 1975
Ayékinam, née le 8 mars 1976
Kouméalo, née le 27 juillet 1976
Tchilalo, née le 22 février 1978.

Arrêté n° 290/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 65% au montant annuel de trois cent soixante et un mille soixante douze (361.072) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tengué Kossi Ekpé, sergent chef 4è échelon n° mle 003/M du corps du personnel de la musique principale des FAT (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 13 mai 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tengué Kossi Ekpé pour compter du 13 mai 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6è rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 18 avril 1955
Komlan, né le 24 avril 1955
Yaovi, né le 4 août 1960
Akossiwagan, née le 15 août 1960
Kossivi, né le 30 mars 1963
Yawavi, née le 5 décembre 1963

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix mille deux cent soixante huit (90.268) francs pour compter du 13 mai 1979.

M. Tengué Kossi Ekpé pourra prétendre, pour compter du 13 mai 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 12è rang ci-après désignés)

Koffi, né le 4 juillet 1969
Komlan, né le 21 octobre 1969

Akouvi, née le 5 mai 1971
 Komivi, né le 18 mai 1974
 Kossi-Kouma, né le 19 octobre 1975
 Komlan, né le 26 avril 1977

Arrêté n° 291/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 75%) au montant annuel de cinq cent quatre vingt huit mille cent soixante huit (588.168) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnagmba Mahoyéma, adjudant chef 3^e échelon n° mle 24.949 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1980.

M. Gnagmba Mahoyéma pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 13^e rang) ci-après désignés :

Dissatéouka, né le 24 septembre 1960
 Fadkoum, né le 7 septembre 1964
 Mabamiène, né le 23 juillet 1965
 Minimsa, né le 5 octobre 1966
 Nimbéne, née le 6 janvier 1967
 Djib-Lole né le 10 juillet 1968
 Sougoubenn, né le 31 août 1968
 Maninkuira, né le 9 février 1971
 Kona, née le 3 décembre 1971
 Bata, né le 6 août 1973
 Bagorsa, né le 18 avril 1974
 Laklaba, né le 8 mars 1977
 Akohnde, né le 2 janvier 1980.

Arrêté n° 292/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Durand-Domlan Ayité (Paul), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Durand-Domlan Ayité (Paul) pour compter du 1^{er} juillet 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 6^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 17 janvier 1949
 Amakoué, né le 18 juillet 1951
 Dédé, née le 19 décembre 1953
 Kokoé, née le 26 septembre 1955
 Ayi, né le 2 octobre 1961
 Amavi, né le 18 août 1963.

Le montant annuel de majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt six mille neuf cent quarante huit (126.948) francs pour compter du 1^{er} juillet 1980.

M. Durand-Domlan Ayité (Paul) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 5 novembre 1967
 Amah, né le 18 septembre 1969
 Messan, né le 8 janvier 1972
 Dédé, née le 26 octobre 1978.

Arrêté n° 293/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension proportionnelle (pourcentage 58 %) au montant annuel de six cent soixante trois mille trois cent vingt quatre (663.324) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Dosseh Dopée, née Doe-Bruce, institutrice principale de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1.750) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1980.

Arrêté n° 294/MFE/CR du 6-8-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68 %) au montant annuel de un million deux cent quarante quatre mille trois cent quatre (1.244.304) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adama Djibom (Godfroy), ingénieur-géomètre hors classe du corps du personnel des Travaux publics du Togo (indice 2.800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adama Djibom (Godfroy) pour compter du 1^{er} octobre 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

(Sylvain), né le 15 septembre 1949
 Mèyè, né le 8 novembre 1956
 (Alexis), né le 23 mars 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt quatre mille quatre cent trente deux (124.432) francs pour compter du 1^{er} octobre 1979.

M. Adama Djibom (Godfroy) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Kounouho, né le 6 août 1963
 Viwanou, né le 18 septembre 1965
 Messan, né le 18 octobre 1972.

Arrêté n° 303/MFE/CR du 11-8-80 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 51 %) au montant annuel de deux cent trente trois mille trois cent huit (233.308) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Essè, maréchal des

logis 6e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1980.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Essè pour compter du 1er juillet 1980 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 29 octobre 1954
 Kloutsè, né le 8 février 1955
 Atisso, né le 23 avril 1957
 Ayawovi, né le 23 mai 1957
 Messan, né le 21 janvier 1959
 Bessi, née le 13 janvier 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante huit mille trois cent vingt huit (58.328) francs pour compter du 1er juillet 1980.

M. Mensah Essè pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7è au 22è rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 11 décembre 1960
 Djatougbe, né le 3 juin 1960
 Hanou, né le 7 novembre 1962
 Massanh, née le 6 février 1963
 Massanvi, née le 1er juin 1963
 Kokou, né le 25 août 1964
 Tronwonou, né le 29 décembre 1964
 Mitronougna, né le 30 novembre 1965
 Amégnona, né le 15 octobre 1967
 Akosiwavi, née le 14 juillet 1968
 Mondjissi, née le 25 juin 1970
 Eyi, née le 22 mars 1971
 Etsa, née le 22 mars 1971
 Akouavi, née le 14 novembre 1972
 Koffi, né le 20 juillet 1973
 Kossivi, né le 15 août 1976.

Arrêté n° 304/MFE/CR du 13-8-80 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de cent cinquante sept mille huit cent vingt huit (157.828) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Apenouvon Akouété, caporal chef 5e échelon n° mle 63-01-0007 du corps du personnel des forces armées togolaise (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1980.

M. Apenouvon Akouété pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1980 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Kwami, né le 18 novembre 1967
 Adjoa, née le 14 juin 1971

Koffi, né le 16 mars 1973
 Komlan, né le 1er janvier 1974
 Kodjo, né le 26 juin 1975
 Afi, née le 25 mars 1977
 Kokou, né le 19 octobre 1977.

Arrêté n° 295/MFE/AI du 6-8-80 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1980 ci-dessous :

Au lieu de :

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million quatre cent soixante mille quatre cent dix francs est fixée au 14 mai 1980.

Lire :

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million quatre cent soixante mille quatre cent dix francs est fixée au 24 juillet 1980.

Terrain domaniale

Arrêté n° 207/MFE/DOM du 2-6-80 — Il est concédé à la BTCI, une parcelle de terrain domaniale (ancien Zongo) de 16.900 centiares à distraire du titre foncier n° 4169 RT contre paiement d'une somme de cent trente cinq millions deux cents mille francs soit huit mille francs le centiare.

Les frais de mutation partielle seront à la charge de la BTCI.

Cette banque devra obtenir les autorisations réglementaires avant d'entreprendre les travaux nécessaires.

Le directeur des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Arrêté n° 15/MTPMERH/DMG/SEC du 5-8-80 — La société mobil-oil Togo est autorisée à occuper temporairement la bordure des Routes Lomé-Palimé et Assahoun-Ando-Ati-Apédokoé (domaine Public) pour établir les voies d'accès à la station de distribution de carburants qu'elle se propose d'édifier à Assahoun sur l'immeuble du Sieur El Hadj Tidjani, à charge pour lui de se conformer à la réglementation en vigueur et aux conditions spéciales suivantes :

1) aucune installation, autre que les voies d'accès, ne devra se trouver sur le domaine public ;

2) les installations fixes et les distributions de carburants devront être placés au moins à 2,00 m de la limite du domaine Public et de telle sorte qu'en aucun moment les véhicules en ravitaillement ne puissent stationner sur le domaine Public.

3) l'aire de stationnement sera desservie par deux voies d'accès qui devront répondre aux conditions suivantes :

a. elles ne devront pas s'opposer à l'écoulement des eaux du domaine Public et pour cela des passages sur fossés devront être établis s'il y a lieu ;

b. en aucun moment, les eaux pluviales ou usées de la station ne devront s'écouler sur le domaine Public ;

c. la circulation se fera à sens unique sur les voies d'accès et pour cela les panneaux nécessaires seront mis en place par le permissionnaire et à ses frais ;

d. la largeur des voies ne pourra dépasser 4,00 m mesurée perpendiculairement aux rives et leur axe devra former avec l'axe de la voie publique un angle de 30° au plus à leur entrée et compris entre 40 et 60° à leur sortie ;

e. aucune piste ne pourra commencer ou aboutir à moins de 10 m d'un carrefour.

4) dans les carrefours, la visibilité devra être dégagée suivant deux pans de 10 m de longueur au moins, ces longueurs pouvant être augmentées si cela s'avère nécessaire. Ces zones de visibilité devront constamment rester libres de tout obstacle ;

5) les points lumineux de la station ne devront pas être confondus avec la signalisation routière ou leur faire obstacle. Il ne devront pas être éblouissants pour les usagers de la route.

Le présent arrêté n'a que valeur de permission de voirie. Le permissionnaire devra avant tout commencement de travaux, obtenir les autres autorisations éventuellement nécessaires.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque le permissionnaire justifiera qu'il a obtenu toutes les autorisations exigées par la législation entre autres ;

— accord de M. le ministre des finances et de l'économie

— autorisation financière (loi n° 60-26 du 5 août 1960).

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable et pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de sa signature. En aucun cas elle ne pourra se renouveler par tacite reconduction. Le permissionnaire devra pour en obtenir la prorogation, déposer une nouvelle demande, trois (3) mois au moins avant l'expiration de la présente.

Si l'intérêt de la voirie ou des usagers l'exige elle pourra, à tout moment, être révoquée sans indemnité pour le permissionnaire, les droits versés par celui-ci restant acquis à l'Etat.

En cas de révocation de l'autorisation et au plus tard à l'expiration de celle-ci si elle n'a pas été renouvelée, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de révocation ou de la date d'expiration de la permission.

Passé ce délai, en cas d'inexécution de cette prescription, procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du permissionnaire.

Pour constater la précarité de la présente autorisation, les installations occupant le domaine public donneront lieu au paiement d'une redevance par année de permission. Cette redevance fixée à cinq mille (5.000) francs par borne de distribution de carburants est versée chaque année et d'avance dans les caisses de M. le receveur des domaines.

Les constructions seront exécutées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le permissionnaires, visés par le service des travaux publics et visés « Bon pour autorisation de construire » par le service chargé de délivrer les autorisations de construire.

Le permissionnaire ne pourra commencer les travaux qu'après vérification de leur implantation par l'ingénieur du service des travaux publics et l'ingénieur des mines chargé des établissements classés.

Dans le cas où une ligne télégraphique ou téléphonique, un câble électrique, une conduite d'eau, seraient rencontrés soit dans les fouilles soit lors de l'implantation du poste (poteaux, supports, etc...) le commencement ou la continuation des travaux sera subordonné à l'autorisation du directeur de chacun de ces services.

Le titulaire de la présente autorisation, laquelle est personnelle, sera responsable, tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de ses installations, les droits des tiers restant dans tous les cas expressément réservés.

Mise en régie

Arrêté n° 16/MTPMERH/TP/AB du 5-8-80 — Est prononcée la mise en régie des travaux restants à exécuter pour l'achèvement complet d'une agence Togolaise de Presse (ATOP) à Dapaong, ayant fait l'objet du marché n° 13/79/TP passé avec BENIN-ENTREPRISE.

Les travaux de cette régie seront conduits par un régisseur désigné par l'administration pour le compte et aux risques de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de notification de la mise en régie.

Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Autorisation d'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures

Arrêté n° 17/MTPMERH/DMG/SEC du 5-8-80 — La société mobil-oil Togo est autorisée à installer sur l'immeuble du sieur El Hadj Tidjani, transporteur à Assahoun, un dépôt d'hydrocarbures d'une capacité de

35 m3, composé de 4 réservoirs répartis de la façon suivante :

- une cuve souterraine de 10.000 litres essence super
- une cuve souterraine de 10.000 litres essence tourisme.
- une cuve souterraine de 5.000 litres gas-oil
- une cuve souterraine de 10.000 litres pétrole.

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette société et visés par le chef du service des travaux publics.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le dépôt conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des postes de remplissage des camions citernes des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

a) des caisses ou des sceaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 100 litres) avec une pelle pour projection,

b) des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures, à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle. Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55/TP du 4 novembre 1955 à 5.000 (cinq mille) francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2e classe.

Le permissionnaire devra avant le commencement des travaux, justifier de toutes autorisations éventuellement nécessaires entre autres :

- autorisation financière (loi n° 60/26 du 5-8-1960)
- autorisation de construire
- autorisation de voirie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

AVIS DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Il est porté à la connaissance de toutes personnes intéressées que la convention collective interprofessionnelle conclue le 1er mai 1978 entre d'une part :

Le Groupement Interprofessionnel des Entreprises du TOGO (GITO)

- L'Association Professionnelle des Banques — (APB)
 - Le Syndicat des Compagnies de Navigation des Consignataires de Navires du Togo — (NAVITOGO)
 - Le Syndicat des Commerçants Importateurs et Exportateurs de la République Togolaise — (SCIMPEXTO)
 - Le Syndicat des Entreprises de Travaux Publics Bâtiments et Mines du Togo — (SETPBM)
 - Le Syndicat Interprofessionnel des Entreprises Industrielles du Togo — (SIEIT)
- et d'autre part :

La Confédération Nationale des Travailleurs du Togo (CNTT)

- La Fédération des Travailleurs du Secteur Privé du Togo (FETRASEPTO)
- La Fédération Syndicale des Para-Publics du Togo (FESYNPPUTO)
- La Fédération Nationale des Syndicats des Services Publics et Assimilés du Togo (FENASYSPATO)

fera l'objet d'une extension à toutes branches d'activité sur toute l'étendue du territoire.

Le texte in extenso de ladite convention est publiée ci-dessous et toutes observations sur ses clauses ainsi que tout avis sur l'opportunité de l'extension de tout ou partie de ses dispositions sont reçues par le Directeur général du Travail, de la Main-d'Œuvre et de la Sécurité Sociale durant un délai de 30 jours à compter de la date de publication.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
Komlan Gbatti

NB. ... Pour le texte in extenso de ladite convention se référer au JORT n° 13 du 2 Mai 1978.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier N° 11 731 volume LIX Folio 183 appartenant à M. Johnson C. Kweku Aflihun, demeurant à Lomé Doulassamé.

Pour deuxième insertion.

Il est porté à la connaissance du public de la perte du Titre Foncier N° 316 du Cercle de Lomé appartenant au nommé (Beneth Edison) DEMANYA.

Pour 2è Insertion